



OCVV

Office Communautaire des Variétés Végétales

Rapport annuel 2009





OCVV

Office Communautaire des Variétés Végétales

Rapport annuel 2009

***Europe Direct est un service destiné à vous aider à trouver des réponses
aux questions que vous vous posez sur l'Union européenne.***

**Un numéro unique gratuit (*):
00 800 6 7 8 9 10 11**

(*) Certains opérateurs de téléphonie mobile ne permettent pas l'accès aux numéros 00 800 ou peuvent facturer ces appels.

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>).

Une fiche catalographique figure à la fin de l'ouvrage.

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2010

ISBN 978-92-9152-139-5

doi:10.2803/13473

© Union européenne, 2010

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Belgium

IMPRIMÉ SUR PAPIER BLANCHI SANS CHLORE

TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction de Bart Kiewiet, président de l'OCVV	5
1.1. État du régime de protection communautaire des obtentions végétales	5
1.2. Plan stratégique	5
1.3. Application du droit d'obteneur	5
1.4. Semences de ferme	6
1.5. Coopération internationale	6
1.6. Programme multibénéficiaire	7
1.7. Service d'audit qualité	7
1.8. Rapport social 2009	8
2. Avant-propos d'Udo von Kröcher, président du conseil d'administration	9
2.1. Introduction	9
2.2. Analyse et évaluation du rapport de l'ordonnateur	9
3. Le régime de protection communautaire des obtentions végétales	11
4. Plan stratégique	13
4.1. Mission	13
4.2. Objectifs stratégiques	13
4.3. Objectifs de politique et de gestion	13
4.4. Conclusion	14
5. Le conseil d'administration	15
6. Organisation de l'OCVV	21
7. Service d'audit qualité	26
7.1. Définition des exigences en matière d'habilitation	26
7.2. Détermination des moyens d'évaluation	26
7.3. Lancement du programme d'évaluation	27
8. Recherche et développement	28
9. Budget et finances	31
9.1. Vue d'ensemble — Résultat	31
9.2. Recettes	31
9.3. Dépenses	32
9.4. Conclusion	32
10. Tendances et évolutions	33
10.1. Demandes de protection communautaire des obtentions végétales	33
10.2. Octroi des protections	47
10.3. Examens techniques	48

10.4. Agents de liaison techniques	57
10.5. Programme multibénéficiaire sur la participation de l'Albanie, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, de la Croatie, de la Serbie et de la Turquie au régime de PCOV	60
11. Application du droit d'obtenteur	61
11.1. Séminaires	61
11.2. Semences de ferme	61
11.3. Base de données contenant les décisions de justice relatives à la protection des obtentions végétales	62
12. Développements dans le domaine informatique	63
12.1. Publications en ligne	63
12.2. Demandes en ligne	63
12.3. Coopération en matière d'examen des dénominations variétales	64
12.4. Mise en place de «Docman», système de gestion de contenu électronique (GCE)	64
13. Coopération avec la DG Santé et consommateurs	65
13.1. Comité permanent de la protection communautaire des obtentions végétales	65
13.2. Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers	65
13.3. Comité permanent pour les matériels de multiplication des plantes ornementales	65
13.4. Comité permanent pour les matériels de multiplication et les plantes de genres et espèces de fruits	66
13.5. Groupes de travail du Conseil	66
14. Contacts avec les organisations externes	67
14.1. Contacts avec la Ciopora et l'ESA	67
14.2. Contacts avec l'UPOV	67
14.3. Contacts avec l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)	69
14.4. Contacts avec l'OCDE	70
14.5. Autres contacts	70
15. Accès public aux documents de l'OCVV	71
16. Rapport du délégué à la protection des données de l'OCVV	72
16.1. Contexte juridique	72
16.2. Rôle et tâches du délégué à la protection des données	72
16.3. Rapport de la déléguée à la protection des données pour 2009	73
17. Procédures de recours	74
17.1. Composition de la Chambre de recours de l'OCVV	74
17.2. Décisions de la Chambre de recours en 2009	75
17.3. Autre pourvoi formé devant la Cour de justice de l'Union européenne en 2009	79
17.4. Recours reçus par l'OCVV et décisions prises par la Chambre de recours depuis son entrée en fonction	80

1. INTRODUCTION DE BART KIEWIET, PRÉSIDENT DE L'OCVV

1.1. État du régime de protection communautaire des obtentions végétales



Bart Kiewiet

À en juger par le nombre de demandes reçues, 2009 n'a pas été une année exceptionnelle pour le régime communautaire de protection des obtentions végétales. Environ 2 700 demandes de protection communautaire d'obtentions végétales ont été enregistrées, soit près de 8 % de moins que l'année précédente. Il est difficile de dire si cette diminution des demandes est de nature structurelle ou si elle est due à la crise financière, dont les effets pour les économies européennes ont commencé à se faire véritablement sentir au cours de l'année visée par le présent rapport.

Le nombre de variétés protégées représente un autre indicateur de la performance de l'Office communautaire des variétés végétales (OCV). Ce paramètre donne une image positive du système communautaire. En 2009, le nombre total des protections communautaires des obtentions végétales en cours de validité a augmenté de plus de 1 000 titres par rapport à l'année dernière, pour atteindre plus de 16 700 titres.

Parallèlement à l'exécution de ces tâches essentielles, l'OCV a mis en place d'autres activités qui présentent un intérêt pour le bon fonctionnement du régime de protection communautaire des obtentions végétales. Quelques exemples sont donnés ci-après.

1.2. Plan stratégique

Toutes les tâches de l'OCV doivent être effectuées de manière transparente et responsable. En novembre 2009, l'OCV a adopté un plan stratégique visant à réaliser cet objectif en définissant la mission, les parties prenantes, les principes directeurs ainsi que les objectifs stratégiques et de gestion de l'OCV.

Un élément important de ce plan est la déclaration de mission de l'OCV:

«Encourager l'innovation dans le domaine des variétés végétales, en assurant un traitement des demandes de protection communautaire d'obtentions végétales le plus efficacement possible à un coût raisonnable, tout en offrant des principes directeurs et son assistance dans l'exercice de ces droits au bénéfice des parties prenantes.»

1.3. Application du droit d'obtenteur

S'il incombe au premier chef à leurs détenteurs de faire respecter les droits liés à la protection communautaire des obtentions végétales, cela ne signifie pas que l'OCV n'a aucun rôle à jouer à cet égard. Il va en effet de l'intérêt de l'OCV que les droits conférés par la protection communautaire des obtentions végétales soient opposables et respectés. L'OCV contribue de diverses manières à la force exécutoire du régime de protection

communautaire des obtentions végétales. Il le fait tout d'abord en octroyant des droits à partir d'une évaluation technique exhaustive des variétés candidates. Les nouvelles exigences de qualité que le conseil d'administration (CA) doit adopter pour les examens de distinction, d'homogénéité et de stabilité (DHS) dans l'Union européenne devraient, si possible, encore améliorer la qualité des essais des variétés. L'OCW a par ailleurs mis en place et continuera de mettre en place diverses activités visant à sensibiliser davantage les groupes cibles concernés aux implications du régime de protection communautaire des obtentions végétales.

1.4. Semences de ferme

À la demande de l'OCW et avec son concours financier, un membre du personnel du Bundessortenamt (Office fédéral allemand des variétés végétales), le Dr Hans-Walter Rutz, a réalisé une étude de la situation des semences de ferme dans l'Union européenne. Celle-ci a été finalisée en décembre 2008. Les suites à donner à cette étude ont été discutées lors de la première réunion du conseil d'administration en 2009. Une initiative du président de l'OCW, visant à organiser un séminaire sur cette question, a été soutenue par le conseil d'administration. Ce fructueux séminaire a eu lieu le 17 juin 2009, débouchant sur la création d'un groupe de travail ayant pour mission: d'analyser les difficultés rencontrées par les obtenteurs lorsqu'ils essaient d'obtenir une rémunération au titre de l'utilisation des semences de ferme; de discuter des éventuelles solutions.

1.5. Coopération internationale

L'OCW est l'incarnation même de la coopération internationale au niveau de l'Union européenne. La représentation des États membres au conseil d'administration garantit le contact direct de l'OCW en matière de politiques avec les autorités nationales compétentes. C'est sur le réseau d'agents de liaison techniques que repose la coopération technique entre l'OCW et les États membres.

La participation aux activités de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) permet au personnel de l'OCW de procéder à des échanges de connaissances et d'expériences avec des collègues du monde entier. Les orientations relatives aux essais élaborées dans le cadre de l'UPOV constituent la base des protocoles d'essai validés par le conseil d'administration de l'OCW.

Des accords portant sur la reprise de rapports techniques ont été conclus avec l'Australie, le Japon et le Mexique.

La coopération avec le Japon sur les questions techniques s'est révélée particulièrement fructueuse pour les deux parties. D'un côté, le Japon a acheté des rapports d'examen à l'OCV et continuera de le faire à l'avenir; de l'autre, l'OCV peut reprendre les rapports DHS concernant les variétés de *Petunia* et de *Calibrachoa*. Ces variétés ont déjà été testées au Japon et font l'objet de demandes de protection communautaire d'obtentions végétales.

Taïwan a exprimé le souhait d'établir une coopération similaire avec l'OCV, notamment en ce qui concerne la réalisation d'examens DHS sur les orchidées (*Phalaenopsis*). Cette demande est actuellement étudiée par l'unité technique de l'Office.

En sa qualité d'office responsable du bon fonctionnement d'un régime régional de protection des obtentions végétales, l'OCV est régulièrement invité à partager l'expérience du régime communautaire avec les représentants des pays qui envisagent de mettre en place une coopération régionale de même nature.

1.6. Programme multibénéficiaire

Au début de mars 2009, l'Office a signé avec la DG Élargissement un contrat qui lui a permis de poursuivre ses activités avec les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne (UE), dans le cadre de ses compétences.

Ce programme avait été conçu au départ pour la Croatie et la Turquie, avant d'être étendu, en 2008, à l'ancienne République yougoslave de Macédoine et, en 2009, à tous les pays de la région des Balkans occidentaux. L'Albanie et la Serbie ont manifesté leur intérêt pour une participation à ses activités.

Le programme devrait durer jusqu'à la fin de 2010.

1.7. Service d'audit qualité

Créé en septembre 2008, le service d'audit qualité a coordonné la définition des exigences en matière d'habilitation et a proposé un cadre permettant de faire fonctionner un programme d'audit. Lorsque les critères relatifs à l'habilitation et à l'approche d'évaluation ont été approuvés par le conseil d'administration de l'OCV, des experts techniques ont été désignés afin de participer aux visites d'audit. Trois offices d'examen ont pris part à un essai d'évaluation. Parallèlement, le lancement des visites d'audit a été préparé en déterminant l'ordre des évaluations et en prenant les dispositions requises pour réaliser la première série d'audits. Un jury de conseil a été créé dans le but de contrôler le processus d'audit dès que nécessaire. Neuf audits sont prévus pour 2010.

1.8. Rapport social 2009

Le rapport social 2009 a été présenté au conseil d'administration lors de sa réunion des 10 et 11 mars 2010. Le conseil d'administration a confirmé la conclusion du rapport:

«L'OCW possède un climat de travail harmonieux, avec un taux d'absentéisme très faible. Les possibilités de travail à temps partiel sont bien acceptées et permettent une organisation du travail plus flexible et une meilleure conciliation de la vie privée et de la vie professionnelle. L'investissement dans la formation a jusqu'ici été plutôt faible, ce qui concorde avec les besoins limités recensés dans les rapports d'évolution de carrière.»

Angers, mars 2010

Bart Kiewiet

Président de l'OCW

2. AVANT-PROPOS D'UDO VON KRÖCHER, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2.1. Introduction



Udo von Kröcher

Au mois de novembre de l'année visée par le présent rapport, j'ai succédé à Jože Ileršič au poste de président du conseil d'administration. Je voudrais profiter de cette occasion pour le remercier d'avoir orienté aussi brillamment, tout au long de sa présidence, les travaux du conseil d'administration. Il a présidé efficacement les réunions du CA, sans jamais tenter d'imposer son point de vue aux participants, mais en veillant fermement à ce que les interventions n'outrepassent pas les limites du point de l'ordre du jour abordé. Je suis ravi qu'il continue à participer aux travaux du CA en tant que représentant de la Slovénie.

Le fait que le nombre annuel de demandes de protection communautaire d'obtentions végétales ait diminué par rapport à 2008 est bien entendu préoccupant. Je partage l'analyse du président de l'OCW lorsqu'il mentionne que ce phénomène est principalement l'une des répercussions de la crise économique sur le secteur de l'obtention des variétés végétales. Heureusement, la situation financière de l'OCW est restée saine. Avec sa réserve libre de quelque 5 millions d'euros, l'OCW peut survivre à une éventuelle stabilisation des demandes au niveau de 2010, sans devoir envisager des mesures organisationnelles radicales.

Plusieurs membres (suppléants) ont quitté le conseil d'administration. Je les remercie pour leur contribution aux activités de l'OCW.

Le conseil d'administration n'est pas seulement l'organe directeur de l'OCW: c'est aussi un lieu de rencontre informel important pour tous les responsables des régimes nationaux de protection des obtentions végétales et des listes d'inscription nationales. Les membres du conseil d'administration apprécient beaucoup la manière dont l'OCW prépare ses réunions. Je souhaite également remercier l'ensemble des membres du personnel de l'OCW pour leur dévouement à la mission de l'Office.

2.2. Analyse et évaluation du rapport de l'ordonnateur

Le président de l'Office communautaire des variétés végétales a présenté au conseil d'administration, lors de sa réunion des 10 et 11 mars 2010 à Bruxelles, le rapport de l'ordonnateur pour l'exercice 2009.

Après analyse et évaluation, le conseil d'administration a rendu les conclusions qui suivent.

En 2009, le système a enregistré une baisse de 8 % des demandes, mais, grâce au nombre croissant de titres en vigueur, les résultats financiers sont restés tout de même satisfaisants. La réserve, s'élevant à 5,6 millions d'euros, est restée pratiquement inchangée.

Le conseil d'administration accueille favorablement les résultats de l'audit interne. Il prend acte des risques identifiés et des recommandations formulées par l'auditeur interne, et attend avec intérêt le suivi de ces recommandations dans les meilleurs délais. Le conseil d'administration prend note des informations sur les vérifications ex post, les procédures négociées et la confirmation des instructions.

Le conseil d'administration est satisfait de la déclaration de l'ordonnateur concernant la sincérité de son rapport et l'assurance raisonnable qu'il donne que les ressources allouées aux activités décrites dans son rapport ont été utilisées aux fins prévues et conformément au principe de bonne gestion financière, et que les procédures de contrôle mises en place offrent les garanties nécessaires concernant la légalité et la régularité des transactions sous-jacentes. Le conseil d'administration se félicite du fait que le président de l'OCW n'ait pas connaissance de faits non signalés susceptibles de nuire aux intérêts de l'OCW.

Udo von Kröcher

Président du conseil d'administration

3. LE RÉGIME DE PROTECTION COMMUNAUTAIRE DES OBTENTIONS VÉGÉTALES



L'introduction en 1995 d'un régime de protection communautaire des obtentions végétales s'est révélée être une initiative positive et a été saluée par les entreprises recherchant une protection de propriété intellectuelle pour de nouvelles variétés végétales.

Les obtenteurs peuvent désormais bénéficier d'une protection qui leur garantit des droits d'exploitation exclusifs pour une variété végétale dans 27 pays au départ d'une seule demande présentée à l'Office communautaire des variétés végétales (dénommé ci-après «l'Office»), de sorte que le régime de protection communautaire des nouvelles variétés revêt un attrait considérable.

L'objectif du régime de protection communautaire des obtentions végétales n'est pas de remplacer ni même d'harmoniser les systèmes nationaux, mais plutôt de coexister en tant qu'alternative. En effet, il est impossible pour le propriétaire d'une variété d'exploiter simultanément une protection communautaire des obtentions végétales (PCOV) et un droit ou brevet national lié à cette variété. Lorsqu'une PCOV est accordée à une variété pour laquelle un droit ou un brevet national a déjà été octroyé, ce dernier reste sans effet pour la durée de la PCOV.

Le régime de protection communautaire des obtentions végétales trouve sa base juridique dans le règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil (dénommé ci-après «le règlement de base»). À la réception d'une demande de PCOV, l'Office doit déterminer si la variété est nouvelle et si elle satisfait aux critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité. L'Office peut demander aux offices compétents des États membres ou à d'autres agences appropriées établies en dehors de l'Union européenne de réaliser un examen technique pour déterminer les critères DHS. Pour éviter toute duplication inutile des tâches, lorsqu'un examen technique de ce genre a déjà été effectué pour cette variété à des fins officielles, l'Office peut, sous réserve de certaines conditions, en accepter les résultats.

Toute personne peut adresser à l'Office une objection écrite à l'octroi de la protection communautaire des obtentions végétales dans des limites de temps spécifiées. Les motifs d'objection sont limités à l'allégation de non-satisfaction aux critères définis dans les articles 7 à 11 du règlement de base (distinction, homogénéité, stabilité, nouveauté ou droit à la protection communautaire) ou d'inadéquation de la dénomination variétale proposée en raison de la présence de l'un des obstacles visés à l'article 63. Les objecteurs deviennent parties à la procédure de demande et peuvent avoir accès aux documents du dossier.

À l'exception de deux circonstances spécifiques permettant de former directement un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne contre des décisions de l'Office, le droit de recours à l'encontre de ces décisions s'exerce devant une Chambre de recours composée d'un président nommé par le conseil d'administration et de deux autres membres sélectionnés par le président dans une liste établie par le conseil d'administration. Le destinataire d'une décision, ou toute autre personne directement et individuellement concernée par cette décision, peut former un recours à l'encontre de cette dernière.

Après avoir examiné le recours, la Chambre peut exercer tout pouvoir relevant de la compétence de l'Office ou remettre l'affaire entre les mains de ce dernier, qui est lié par la décision de la Chambre. Les décisions de la Chambre peuvent faire l'objet d'un recours devant le Tribunal de l'Union européenne à Luxembourg. Les décisions de la Chambre de recours et du Tribunal sont publiées sur le site internet de l'Office.

Le tableau figurant au sous-chapitre 17.4 indique le nombre de recours déposés auprès de l'OCW et les décisions prises par la Chambre de recours.

Une fois accordée, la protection communautaire des obtentions végétales a une durée de vingt-cinq ans ou, dans le cas des pommes de terre, des vignes et des arbres, de trente ans. Ces périodes peuvent être prorogées pour cinq ans par voie législative pour des genres ou espèces spécifiques. Une PCOV a pour conséquence que certaines activités spécifiées liées aux constituants variétaux ou au matériel récolté de la variété nouvellement protégée nécessitent l'autorisation préalable du titulaire de la protection, sous réserve de certaines conditions et limites. La contrefaçon d'une PCOV habilite le titulaire de la protection à intenter une action de droit civil à l'encontre de l'auteur de cette contrefaçon.

Les registres, ouverts au public, contiennent les détails de toutes les demandes reçues ainsi que de toutes les PCOV accordées par l'Office. Tous les deux mois, l'Office publie le *Bulletin officiel de l'Office communautaire des variétés végétales*, qui présente également ces données ainsi que d'autres informations. Les informations relatives aux demandes et aux titres en vigueur sont également disponibles dans une base de données accessible sur le site internet de l'Office.

En 2009, la Commission européenne a annoncé qu'une évaluation du système de PCOV sera réalisée en 2010 et en 2011.

4. PLAN STRATÉGIQUE

Après consultation d'un large éventail de parties prenantes, le président de l'Office, Bart Kiewiet, et le président du conseil d'administration, Jože Ilersič, ont adopté conjointement, le 3 novembre 2009, un plan stratégique pour la période 2010-2015. Ce plan définit la mission de l'Office et souligne les principes directeurs de qualité, de rentabilité, de ponctualité et de responsabilité. Il formule deux objectifs stratégiques ainsi que quatre objectifs de politique et de gestion.

4.1. Mission

La mission de l'OCW est d'encourager l'innovation dans le domaine des variétés végétales, en assurant un traitement des demandes de protection communautaire d'obtentions végétales le plus efficacement possible à un coût raisonnable, tout en offrant des principes directeurs et son assistance dans l'exercice de ces droits au bénéfice des parties prenantes.

Les parties prenantes de l'OCW sont les clients de celui-ci, les obtenteurs et leurs représentants, les personnes qui travaillent directement ou indirectement pour l'OCW, le conseil d'administration, les institutions et les agences de l'UE, sans oublier, bien entendu, les agriculteurs, les cultivateurs et le grand public consommateur.

4.2. Objectifs stratégiques

L'Office entend maintenir et, dès que possible, valoriser l'attrait du régime communautaire de protection des obtentions végétales par rapport aux autres régimes de protection des droits de propriété intellectuelle. Il souhaite également devenir un organisme de référence pour la gestion de régimes de protection des obtentions végétales.

4.3. Objectifs de politique et de gestion

Afin de réaliser ces objectifs stratégiques, le plan a défini quatre objectifs:

- **Optimiser la qualité et les coûts du régime de protection communautaire des obtentions végétales**

L'OCW a défini des critères de qualité et met actuellement en place un service d'audit qualité afin de veiller à ce que seuls les offices d'examen répondant à ces critères se voient confier les examens techniques devant servir à orienter les décisions de l'OCW. L'Office étudie parallèlement les possibilités de réduire les coûts, particulièrement dans les secteurs de culture où ils peuvent retenir les obtenteurs de demander une protection communautaire. Le service de demande de protection en ligne vise également à réduire les coûts.

- **Améliorer la coopération internationale en matière de protection des obtentions végétales**

De nombreuses variétés protégées au sein de l'UE sont également commercialisées dans des pays tiers, et il convient donc d'éviter de recommencer l'évaluation technique de ces variétés. L'OCW joue ainsi un rôle actif au sein de l'UPOV dans le cadre de l'harmonisation du traitement des demandes à l'échelle mondiale. Grâce à l'harmonisation des méthodes d'examen, les rapports d'examen peuvent être échangés entre les pays.

- **Contribuer à l'application des titres de protection communautaire des obtentions**

L'ambition de l'OCW, dans les limites de ses compétences et de ses moyens financiers, est de soutenir activement les obtenteurs cherchant à faire respecter leurs droits par les utilisateurs de leur propriété intellectuelle.

- **Parvenir à une excellence organisationnelle**

L'OCW vise à demeurer un employeur de qualité, habitué à être hautement performant, gérant ses ressources de manière responsable et disposant de systèmes informatiques sûrs, sécurisés, précis et toujours disponibles. L'OCW doit conserver des ressources en personnel en nombre adéquat, compétentes et diversifiées. Il doit prévoir correctement l'évolution de ses dépenses et de ses recettes. Une organisation saine est directement liée à l'efficacité de la communication de l'Office, à tous les niveaux.

4.4. Conclusion

Ce plan est un outil de gestion essentiel, et des rapports d'avancement seront régulièrement effectués. L'évaluation réalisée par Ernst and Young à la fin de 2009 servira de référence.

5. CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'Office est supervisé par un conseil d'administration composé de représentants de chaque État membre, de représentants de la Commission européenne, ainsi que de leurs suppléants respectifs. Le CA contrôle les activités de l'Office. En particulier, il est responsable de l'examen du rapport d'activité annuel du président, de l'adoption du budget de l'Office et de la décharge du président en ce qui concerne l'exécution du budget. De surcroît, il peut fournir des conseils, établir des règles concernant les méthodes de travail au sein de l'Office et émettre des lignes directrices sur les examens techniques, les comités de l'Office et les questions générales.

Le conseil d'administration s'est réuni à deux reprises en 2009, à savoir les 10 et 11 mars et les 27 et 28 octobre.

Lors de la réunion des **10 et 11 mars 2009** à Bruxelles, les membres du conseil d'administration ont adopté:

- la décharge du président de l'OCW pour l'exécution du budget 2007;
- les comptes provisoires pour 2008 et le transfert rétroactif de la somme de 225 295,87 euros de la ligne 3 500 à la ligne 3 000 afin de couvrir le total des engagements pris en 2008;
- le budget rectificatif et supplémentaire pour 2009, conformément à l'article 109, paragraphe 3, du règlement de base;
- le rapport de l'ordonnateur de 2009 (envoyé à la Cour des comptes);
- le plan pluriannuel en matière de politique du personnel pour 2010-2012;
- les exigences de qualité à adopter pour les examens DHS;
- les habilitations des offices d'examen proposés par l'OCW pour l'examen de six espèces.

Ils ont habilité les offices d'examen proposés par l'OCW pour l'examen de quatre espèces.

Les membres du conseil d'administration ont également pris note:

- du rapport du président de l'OCW, de ses statistiques et de la baisse considérable du nombre de demandes introduites depuis décembre 2008;
- des comptes provisoires pour 2008 au titre de l'article 78 du règlement financier;
- de l'avant-projet de budget 2010;
- du rapport d'audit interne;
- de la politique de gestion de la trésorerie;
- du rapport de gestion 2008 rédigé par le président de l'OCW;
- du troisième rapport social du service des ressources humaines de l'OCW;
- du projet de programme de travail de l'OCW;
- du rapport sur les dossiers traités par la Chambre de recours, de ses statistiques et des dossiers traités par le Tribunal de l'Union européenne;
- du plan stratégique quinquennal à adopter à l'automne 2009;
- de l'intérêt manifesté par la Communauté internationale des obtenteurs de plantes ornementales et fruitières à reproduction asexuée (Ciopora) pour l'organisation d'un séminaire sur l'application du système de protection des obtentions végétales, dans un avenir proche, en Grèce.

Les membres du conseil d'administration ont confirmé l'amendement du règlement de base visant à créer, dans chaque État membre, des tribunaux spécialisés dans la protection des variétés végétales. Il s'inscrira dans le cadre d'une révision plus large du système de PCOV qui sera effectuée au cours des deux prochaines années.

Enfin, ils se sont montrés favorables à l'idée d'organiser un atelier sur les semences de ferme en juin 2009.

Les membres du conseil d'administration **ont adopté par procédure écrite le 27 avril 2009:**

- les règles sur le cofinancement des projets de recherche et de développement par l'OCW;
- les quatre protocoles techniques de l'OCW, nouveaux ou révisés, proposés par l'Office.

La réunion du conseil d'administration des **27 et 28 octobre 2009**, à Angers, a débuté par l'élection du nouveau président, M. U. von Kröcher, et celle de la nouvelle vice-présidente, M^{me} B. Bátorová, pour une période de trois ans.

Les membres du conseil d'administration ont adopté:

- le projet de budget 2010;
- le plan stratégique pour la période 2010-2015, tel que modifié par les remarques des membres du CA. Les indicateurs de performance de ce plan seront réévalués tous les deux ans;
- quatre protocoles techniques, nouveaux ou révisés, pour les espèces suivantes:
 - *Triticum aestivum* L. (CPVO-TP 003/4 Rev),
 - *Pelargonium zonale* Group et *Pelargonium peltatum* (L.) Hér. (CPVO-TP 028/2),
 - *Calluna vulgaris* (L.) Hull (CPVO-TP 094/1 Rev 2),
 - *Citrus* L. — Group 1 — Mandarinier (CPVO-TP 201/2 Rev);
- la demande de confirmation de la validité du protocole technique CPVO-TP 121/2 pour le *x Triticosecale* Witt. après le 31 décembre 2009;



Réunion du conseil d'administration, octobre 2009

- le rapport d'audit qualité 2009, relatif à l'audit des offices d'examen et à la rémunération du président du conseil d'audit consultatif. Des réunions annuelles seront organisées avec les experts techniques compétents pour les audits.

Les membres du conseil d'administration ont nommé:

- les 31 experts compétents pour les audits qualité des offices d'examen;
- M. W. de Boer en tant que président du conseil d'audit consultatif, pour une période de trois ans;
- M. B. Scholte (ESA), M. D. Theobald (OCW) et M. T. Wollersen (OCW) en tant que membres du conseil d'audit consultatif, pour une période de trois ans;
- les offices d'examen proposés par l'OCW pour l'examen de 27 espèces.

Ils ont également pris bonne note:

- du rapport du président de l'OCW. Ils étaient satisfaits de constater que la baisse du nombre de demandes avait ralenti depuis le début de 2009;
- du résultat de l'appréciation annuelle du président et du vice-président de l'OCW;
- du rapport de l'OCW sur l'état des finances et l'exercice budgétaire 2009;
- du rapport de la Cour des comptes sur les agences;
- des projets et évolutions informatiques. Ils pensent néanmoins que d'autres discussions avec les États membres sont nécessaires avant de prendre des mesures au sujet de la publication des descriptions des variétés;
- de la prochaine évaluation du système de PCOV, qui sera effectuée au début de 2010 par la Commission;
- de la modification du règlement (CE) n° 1239/95.

Enfin, les membres du conseil d'administration ont approuvé:

- l'éventuelle participation de représentants des obtenteurs aux réunions du CA, en tant qu'observateurs. L'OCW préparera tout d'abord un document définissant les règles, le statut et les modalités d'une participation de ce genre;



Président et vice-président du conseil d'administration et leurs prédécesseurs, octobre 2009

- la création de groupes de travail sur les semences de ferme, qui travailleront en parallèle avec le système de PCOV;
- l'extension de la date limite de manifestation d'intérêt pour l'habilitation d'offices d'examen sur la base des nouvelles exigences de qualité à la fin de novembre 2009.

Président du conseil d'administration

M. J. Ileršič (jusqu'au 6.11.2009)

M. U. von Kröcher (à partir du 6.11.2009)

Vice-président du conseil d'administration

M. U. von Kröcher (jusqu'au 6.11.2009)

M^{me} B. Bátorová (à partir du 6.11.2009)

Membres du conseil d'administration

Belgique	<i>M^{me} C. Vanslebrouck</i> <i>M^{me} M. Petit (suppléante)</i>
Bulgarie	<i>M^{me} N. Ivanova</i> <i>Poste de suppléant vacant</i>
République tchèque	<i>M. J. Staňa</i> <i>M. D. Jurecka (suppléant)</i>
Danemark	<i>M^{me} H. Elberling</i> <i>M^{me} B. Lund (suppléante)</i>
Allemagne	<i>M. U. von Kröcher (président)</i> <i>M^{me} B. Rücker (suppléante)</i>
Estonie	<i>M^{me} P. Ardel</i> <i>Poste de suppléant vacant</i>
Irlande	<i>M. N. McGill (jusqu'au 14.5.2009)</i> <i>M. I. Byrne (à partir du 14.5.2009)</i> <i>M. D. McGilloway (suppléant)</i>
Grèce	<i>M. E. Zangilis</i> <i>M. K. Michos (suppléant)</i>
Espagne	<i>M. E. Rios López (jusqu'au 6.10.2009)</i> <i>M^{me} A. Crespo Pazos (à partir du 6.10.2009)</i> <i>M. L. Salaices Sánchez (suppléant)</i>
France	<i>M. R. Tessier</i> <i>M^{me} N. Bustin (suppléante)</i>

Italie	<i>M^{me} I. Pugliese</i> <i>Poste de suppléant vacant</i>
Chypre	<i>M^{me} S. Louka</i> <i>M. C. Nicolau (suppléant)</i>
Lettonie	<i>M^{me} S. Kalinina</i> <i>Poste de suppléant vacant</i>
Lituanie	<i>M^{me} S. Juciuvienė</i> <i>Poste de suppléant vacant</i>
Luxembourg	<i>M. M. Weyland</i> <i>M. F. Kraus (suppléant)</i>
Hongrie	<i>M^{me} A. Szenci</i> <i>M^{me} M. Posteiner Toldi (suppléante)</i>
Malte	<i>M^{me} M. Delia</i> <i>M. M. Sciberras (suppléant)</i>
Pays-Bas	<i>M. C. Van Winden (jusqu'au 7.8.2009)</i> <i>M. M. Valstar (à partir du 7.8.2009)</i> <i>M. K. Fikkert (suppléant)</i>
Autriche	<i>M. H.-P. Zach</i> <i>M. L. Girsch (suppléant)</i>
Pologne	<i>M. E. Gacek</i> <i>M^{me} J. Borys (suppléante)</i>
Portugal	<i>M. J. de Carvalho (jusqu'au 20.3.2009)</i> <i>M^{me} F. Alfarroba (à partir du 20.3.2009)</i> <i>M^{me} A. Rocha (suppléante) (jusqu'au 20.3.2009)</i> <i>M. J. de Carvalho (suppléant) (à partir du 20.3.2009)</i>
Roumanie	<i>M. A. Strenc</i> <i>M^{me} A. Ivascu (suppléante)</i>
Slovénie	<i>M. J. Ileršič</i> <i>M. P. Grižon (suppléant)</i>
Slovaquie	<i>M^{me} B. Bátorová (vice-présidente)</i> <i>M^{me} M. Andrašková (suppléante)</i>

Finlande	<i>M. M. Puolimatka</i> <i>M. T. Lahti (suppléant) (à partir du 13.3.2009)</i>
Suède	<i>M. T. Olsson (à partir du 3.3.2009)</i> <i>M^{me} C. Knorpp (suppléante) (à partir du 3.3.2009)</i>
Royaume-Uni	<i>M. M. Wray (jusqu'au 11.11.2009)</i> <i>M. A. Mitchell (à partir du 11.11.2009)</i> <i>M^{me} E. Nicol (suppléante)</i>
Commission européenne	<i>M^{me} P. Testori Coggi</i> <i>M. J. Gennatas (suppléant)</i>

6. ORGANISATION DE L'OCVV

En décembre 2009, l'Office comptait 12 fonctionnaires et 36 agents temporaires. Treize nationalités des États membres de l'Union européenne étaient représentées.

Sous la direction générale du président, assisté du vice-président, l'organisation interne de l'Office repose sur deux unités et trois services d'appui. Un quatrième service est en outre responsable de l'audit qualité des offices d'examen. Placé sous la responsabilité administrative du président, ce service reste néanmoins indépendant pour ce qui est de ses activités d'audit.

Les principales tâches de l'**unité technique** sont les suivantes: coordination générale des différents secteurs techniques du régime de protection communautaire des obtentions végétales, réception et vérification des demandes de protection, organisation des examens techniques et des rapports techniques, organisation des examens des dénominations variétales, préparation des décisions d'octroi de droits, tenue des registres de l'Office, production de publications techniques officielles, relations avec les demandeurs, les offices nationaux, les parties prenantes et les organisations internationales, participation active aux comités internationaux d'experts techniques et coopération au développement d'analyses et d'études techniques destinées à améliorer le système.

L'**unité administrative et financière** assure la gestion de deux secteurs:

- section «Administration»: marchés publics, organisation des publications de l'Office, administration, gestion et suivi de l'inventaire des biens meubles et immeubles de l'Office et administration des ressources logistiques et opérationnelles en vue d'assurer le bon fonctionnement de l'Office;
- section «Finances»: gestion des transactions financières, trésorerie, tenue de la comptabilité budgétaire et générale, élaboration des budgets et des documents financiers et gestion du système de taxes.



Siège de l'OCVV, Angers, France

Le **service juridique** donne des conseils juridiques au président et aux autres membres du personnel de l'Office, en principe sur des questions liées au régime de protection communautaire des obtentions végétales, mais également sur des points d'ordre administratif; il donne des interprétations et des avis juridiques et rédige également des projets d'actes législatifs; il participe à divers comités de l'OCW afin de veiller à ce que les procédures et le droit communautaires soient respectés; il gère l'administration des objections aux demandes de PCOV et assure le secrétariat de la Chambre de recours de l'Office.

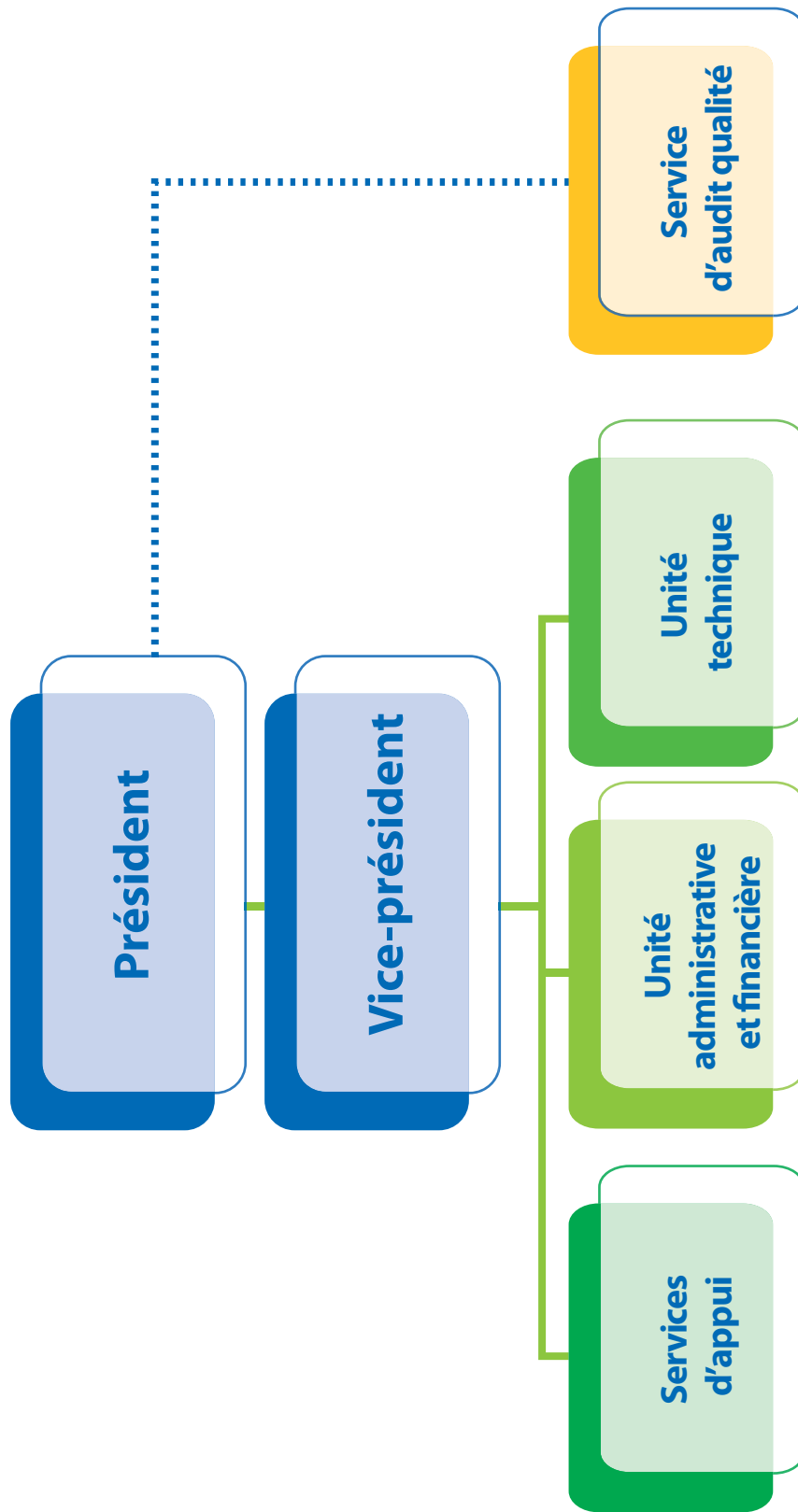
Le **service des ressources humaines** assure l'administration et la gestion des ressources humaines de l'Office en conformité avec le statut des fonctionnaires de la Commission européenne.

Le **service informatique** assure le bon fonctionnement de l'Office sur le plan informatique. Il a notamment pour tâches: l'analyse des besoins de l'Office en matière de matériel informatique et de logiciels; la conception, le développement et l'installation de nouveaux programmes spécifiques à l'Office; le développement et la maintenance des sites internet de l'Office; l'installation de programmes standards; l'entretien et la gestion du parc informatique; la sécurisation du système informatique; le service d'aide aux utilisateurs et la collaboration interinstitutionnelle en matière informatique.

Le **service d'audit qualité** est chargé de vérifier que les offices d'examen technique satisfont aux normes de qualité requises pour la fourniture de services à l'OCW, s'agissant de la vérification de la conformité des variétés candidates avec les critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité, en plus de la nouveauté.

En 2009, l'OCW a préparé un rapport social contenant des informations relatives au renouvellement du personnel, à l'environnement de travail et à des questions sociales concernant l'OCW. Les différents thèmes abordés dans le rapport étaient: l'emploi (membres du personnel, procédure de recrutement, personnel rejoignant ou quittant l'OCW, promotions, absentéisme, équilibre hommes/femmes); les conditions de travail (heures prestées, temps partiel, congé parental); la formation (formations linguistiques, informatiques et autres); les relations professionnelles (comité du personnel). Les rapports sociaux de l'OCW de 2006 à 2009 peuvent être consultés sur le site internet de l'OCW dans la rubrique «Rapports annuels».

ORGANIGRAMME DE L'OCVV



DIRECTION



Président
Bart Kiewiet



Vice-président
Carlos Godinho

SERVICES D'APPUI



**Assistante
du vice-président**
Cyrille Antoine



**Systèmes, réseaux
et télécoms**
Sébastien Beugnier



**Administration
systèmes, réseaux
et télécoms**
Jean-Louis Curnier



**Chambre de recours/
Protection
des données**
Véronique Doreau



**Chef du service
juridique**
Martin Ekvad



**Gestionnaire
des ressources
humaines**
Anna Isgren



Ressources humaines
Deirdre Killeen



**Programmeur
informatique**
Patrick Lecoq



**Programmeuse
informatique**
Laura Naïe



Administrateur web
Marc Rouillard



**Assistante
du président**
Marleen Van de
Meulebroeke



**Chef du service
d'audit qualité**
Gerhard Schuon

SERVICE
AUDIT QUALITÉ

UNITÉ ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE (UAF)



Service courrier
Sharmila Assane Ali



Service intendance
Thierry Cluzeau



Comptabilité
Valérie De Caestecker



**Comptabilité/Assistante
audit de qualité**
Laurence Dumont



**Évaluation audit
interne/Contrôle**
Roseline Fagel



Comptabilité
Anne-Marie Fernandez



**Assistante du chef
de l'UAF**
Béatrice Hodet



Réception
Isabelle Kirsch



Réception
Daniëlle Leenaarts



Relations publiques
Bénédicte Legrand



Finances
Ekaterina Mantziaris



Comptable
James Moran



**Administration/
Logistique**
Gil Oliveira



**Relations publiques/
Formation**
Fabienne Santoire



Service courrier
Manuel Soares Teixeira



Chef de l'UAF
Thomas Wollersen

UNITÉ TECHNIQUE (UT)



Dénominations
Carole Bonneau



**Espèces fruitières
et ornementales**
Urszula Braun-Mfodeka



Dénominations
Rudi Caes



Registre
Pierre-Emmanuel Fouillé



Registre
Anne Gardener



Registre
Nadège Grantham



Espèces ornementales
Ghislaine Guilbert



Espèces ornementales
Ton Kwakkenbos



Registre
Eugenio Maiorini



Chef adjoint de l'UT
Jean Maison



**Assistante du chef
de l'UT**
Aline Noguès



**Espèces fruitières
et potagères**
Sergio Semón



Chef de l'UT
Dirk Theobald



**Espèces agricoles,
fruitières et potagères**
Laurence Théodore



**Espèces
ornementales**
Jens Wegner



Espèces agricoles
Anne Weitz

NB: L'organigramme ci-dessus comprend les membres du personnel de l'OCV occupant au 31 décembre 2009 un poste de fonctionnaire ou d'agent temporaire.

7. SERVICE D'AUDIT QUALITÉ

Le service d'audit qualité est chargé de vérifier que les offices d'examen technique satisfont aux normes de qualité requises pour la fourniture de services à l'OCV, s'agissant de la vérification de la conformité des variétés candidates avec les critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité, en plus de la nouveauté.

7.1. Définition des exigences en matière d'habilitation

Une série complète d'exigences définissant les critères évalués pendant les audits des offices d'examen technique a été définie, en intégrant des éléments de la discussion stratégique et en impliquant toutes les parties prenantes. Ces exigences ont été approuvées par le conseil d'administration, de même qu'une proposition visant à réaliser la transition vers ce nouveau système d'habilitation. Le lancement du programme d'évaluation est prévu pour le début de 2010.

7.2. Détermination des moyens d'évaluation

Outre les critères permettant de confier à des offices d'examen la mission de réaliser des examens DHS pour le compte de l'OCV, le conseil d'administration a également approuvé une méthode d'évaluation expliquée dans le «manuel des procédures d'habilitation».

Comme prévu par ce manuel, un réseau d'experts techniques a été mis en place. Il est composé de 31 personnes dotées d'une longue expérience dans les examens DHS et représente l'expertise de 12 pays, couvrant tous les secteurs de culture et dans beaucoup de cas aussi l'audit. Un conseil consultatif chargé d'apporter une aide dans le cadre du fonctionnement du système d'évaluation a également été créé.

Experts techniques	
John	Austin
Natascha	Balarezo
Bronislava	Bátorová
Julia	Borys
Virginie	Bertoux
François	Boulineau
Richard	Brand
David	Calvache
Andreja	Čerenak
Pedro Miguel	Chome Fuster
Henk	de Greef
Laetitia	Denecheau
Trevor	Gilliland

Frederick Niall	Green
Joël	Guiard
Andrea	Menne
Jesús	Merida
Carol	Norris
Hilary	Papworth
Daniel	Palmero
Radmila	Šafaříková
Luis	Salaices
Erik	Schulte
Elizabeth	Scott
Swenja	Tams
Amanda	van Dijk
Nico	van Marrewijk
Johan	Van Waes
Arnold	van Wijk
Brian George	Waters
Jennifer	Wyatt

Domaine de compétences	Espèces agricoles	Espèces potagères	Espèces ornementales	Espèces fruitières	Toutes espèces
Nombre d'experts	21	14	12	7	31
Ayant une expérience en matière d'audit	14	10	7	3	22

Membre du conseil d'audit consultatif		Agence
Wubbo	de Boer (président)	OHMI
Bert	Scholte	ESA
Bruno	Etavard	Ciopora
Thomas	Wollersen	OCVV
Dirk	Theobald	OCVV

7.3. Lancement du programme d'évaluation

Afin d'expérimenter cette méthode, une série de trois simulations d'évaluation ont été effectuées. Tant l'équipe d'audit que les offices visités ont ainsi pu acquérir de l'expérience dans divers domaines.

En vue des visites d'audit qui doivent débiter en 2010, les offices d'examen ont été priés d'introduire leur demande de participation à cette nouvelle forme d'habilitation. L'ordre des évaluations individuelles a été déterminé pour le cycle trisannuel. La première série d'évaluations a été organisée en diffusant des annonces d'audit et en désignant les experts techniques chargés des visites individuelles.

8. RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

L'Office a reçu plusieurs demandes de cofinancement de projets de recherche et de développement (R & D) au titre des règles établies par le conseil d'administration en 2002 relatives au soutien financier de projets revêtant un intérêt pour le régime de protection communautaire des obtentions végétales. Dans ce chapitre, l'Office présente des informations mises à jour sur les projets en cours et les mesures de suivi qui ont été prises en 2009 concernant les projets déjà terminés.



Roses

Collection européenne de variétés de roses: ce projet a été finalisé en 2006. Les résultats ont été présentés aux rosiéristes et aux organisations professionnelles, l'ESA (European Seed Association) et la Ciopora, sous la forme d'un questionnaire. Vingt-deux rosiéristes y ont répondu, soit 75 % de l'ensemble des obtenteurs ayant introduit une demande relative aux roses. En ce qui concerne les organisations professionnelles, des réponses émanant de la Ciopora, de Plantum et de l'ESA ont été reçues. D'après ces réactions, une majorité de rosiéristes et d'organisations professionnelles étaient favorables au prélèvement, sur une base volontaire, d'un échantillon d'ADN de leurs variétés candidates. Les réponses étaient toutefois moins unanimes en ce qui concerne la collecte des empreintes ADN de ces échantillons officiels. Certains obtenteurs ont manifesté un intérêt, tandis que d'autres non. Certains d'entre eux ont émis des réserves quant au coût de ces opérations et à l'évolution des techniques dans le temps. Compte tenu de cela, la mise en œuvre du projet sera axée sur la collecte d'échantillons ADN des échantillons originaux présentés pour l'examen technique et sur l'utilisation de ces échantillons en vue de garantir l'application des droits.

Mise au point et évaluation de marqueurs moléculaires liés aux gènes de résistance aux maladies pour les essais DHS de tomates (option 1 a): ce projet s'est achevé à la fin de 2007, et un rapport final a ensuite été présenté à l'OCV. Ce rapport a fourni un résultat extrêmement positif, les marqueurs moléculaires montrant une corrélation très étroite avec les tests physiologiques pour toutes les caractéristiques de résistance à la maladie marquées et présentées dans l'étude. Les conclusions du rapport ont d'abord été examinées à l'occasion de la réunion de janvier 2008 des experts en espèces potagères de l'OCV, lors de laquelle il a été convenu que les partenaires au projet (Espagne, France et Pays-Bas) réaliseraient en 2008 une étude interlaboratoires avec une série de variétés de référence et de variétés candidates de tomates afin d'examiner en particulier la fiabilité des essais biomoléculaires quant aux critères d'uniformité et une éventuelle mise en œuvre future de ces essais pour l'examen DHS de cette plante.

Les résultats de l'étude interlaboratoires réunissant les trois partenaires du projet (Espagne, France et Pays-Bas) démontraient la fiabilité des techniques ADN permettant d'identifier les gènes actuellement utilisés pour conférer une résistance à la *Meloidogyne incognita* (nématodes) et au virus de la mosaïque de la tomate (VMT). Des résultats cohérents ont été obtenus, répondant aux critères de distinction et d'homogénéité lorsqu'un grand nombre de plantes a été utilisé pour le test de résistance aux maladies, comme prévu

dans le protocole technique de l'OCW pour les tomates. Le problème restait néanmoins de déterminer si les techniques fondées sur les marqueurs ADN pouvaient compléter ou remplacer, dans le cadre des examens techniques, les techniques traditionnelles d'essais biologiques et donc être intégrées au protocole de l'OCW et aux lignes directrices de l'UPOV pour les tomates en tant que techniques d'observation de la résistance aux nématodes et au VMT. À la suite de débats dans différents forums, il est clairement apparu que les marqueurs actuels constituant la base du projet de R & D n'étaient nécessaires que pour les gènes utilisés dans les programmes d'obtention actuels pour conférer une résistance aux nématodes et au VMT. En ce qui concerne plus particulièrement la résistance aux nématodes, il a été reconnu que les efforts d'obtention devraient bientôt se déplacer davantage vers d'autres gènes que le gène Mi1-2 actuel et que, dans un tel cas de figure, les techniques actuelles fondées sur des marqueurs ADN deviendraient obsolètes. Un autre problème dont il a été tenu compte était l'augmentation des coûts des examens DHS en raison de l'utilisation fréquente, dans le cadre de ces examens, de techniques fondées sur les marqueurs ADN. Par conséquent, après analyse, l'OCW a conclu que les techniques d'observation de la résistance aux maladies fondées sur les marqueurs ADN n'étaient probablement pas encore assez développées et que leur intégration au protocole de l'OCW sur les tomates n'était pas souhaitable compte tenu des limitations décrites ci-dessus. Les techniques fondées sur les marqueurs ADN pourraient néanmoins être améliorées dans les années à venir; en outre, elles ont déjà prouvé leur efficacité dans deux domaines particuliers, à savoir: i) l'examen rapide d'une collection de variétés de référence de tomates visant à la structurer correctement et à définir les variétés vulnérables et résistantes; ii) la confirmation des éventuelles incohérences relevées, lors des essais biologiques, pour les plantes incertaines et, ainsi, la formulation d'une décision plus sûre au sujet de l'homogénéité.



Tests DHS sur des pêchers, Italie

Gestion des collections de référence de pêchers: d'une durée de trois ans, ce projet a été lancé il y a deux ans. Il vise à la création et à la gestion d'une base de données sur les pêchers, par le biais de l'établissement d'une collection européenne de la variété *Prunus persica* structurée en groupes variétaux, à partir d'une base de données commune contenant les descriptions phénotypiques, visuelles et moléculaires. Au cours de l'année calendaire, les partenaires du projet ont réalisé les travaux suivants: i) compilation et création (mise à jour) de données morphologiques; ii) compilation et création de données numériques; iii) compilation de données moléculaires; iv) analyse moléculaire de variétés; v) remplissage de la base de données sur les variétés. Une dernière réunion regroupant les partenaires du projet devrait être organisée en Hongrie en août 2010. Les résultats obtenus à ce jour laissent entendre que les objectifs du projet devraient pouvoir être atteints; si c'est effectivement le cas, une base de données mise à jour, contenant les détails de plusieurs centaines de variétés de pêchers des collections de référence des quatre offices d'examen actuels de l'OCW, sera rendue disponible, ouvrant la voie à une rationalisation de la sélection et de la gestion des variétés de référence et améliorant ainsi la qualité et les performances des examens techniques pratiqués sur les pêchers.

Construction d'un microsatellite intégré et élaboration d'une base de données des caractéristiques morphologiques clés des variétés de pommes de terre dans le catalogue commun de l'UE: ce projet a démarré en avril 2006. Le rapport final a été reçu au printemps 2008. Les États partenaires sont l'Allemagne, les Pays-Bas, la Pologne et le Royaume-Uni. Ce projet a permis de créer une base de données incluant les profils de marqueurs de variétés de pommes de terre, les caractéristiques morphologiques clés et une photothèque contenant des images de germes. L'objectif est d'identifier rapidement le matériel végétal d'une espèce à multiplication végétative dont le matériel de référence doit être transmis chaque année et de faciliter la gestion de la collection de référence. L'Office a préparé un document de discussion en vue de la réunion de suivi de janvier 2010. À la demande de l'association d'obteneurs, l'éventuel recours à des méthodes moléculaires pour identifier les variétés aux fins de l'application des droits a été pris en considération.

9. BUDGET ET FINANCES

9.1. Vue d'ensemble — Résultat

La crise économique qui a régné en 2009 n'a pas manqué de toucher l'Office. Le nombre de demandes (particulièrement pour le secteur ornemental) a diminué de 8 % par rapport à 2008. Malgré ce ralentissement, l'Office est parvenu à préserver plus ou moins l'équilibre de son résultat net ⁽¹⁾.

Résultat net de l'exercice	En millions d'euros
Recettes budgétaires (a)	11,78
Dépenses budgétaires (b)	11,85
Solde budgétaire (c) = (a) – (b)	– 0,07
Recettes non budgétaires (d)	0,27
Résultat net de l'exercice budgétaire 2009 (e) = (c) + (d)	0,20

Ce résultat a pu être obtenu grâce à l'impact de la nouvelle structure de taxes et aux considérables économies réalisées dans le domaine des dépenses discrétionnaires (comme les investissements dans du matériel informatique ou le recrutement). Par ailleurs, les projets non urgents ont été repoussés dans la mesure du possible.

9.2. Recettes

Les recettes perçues par l'Office sont essentiellement composées de diverses taxes payées par les demandeurs et les titulaires d'une protection communautaire des obtentions végétales, et du produit des intérêts sur les comptes bancaires. Le montant total des recettes perçues en 2009 s'élevait à 11,8 millions d'euros.

Les principales recettes perçues au cours de l'exercice 2009 sont ventilées comme suit:

	Var. (%)	2009	2008
Taxes	18	11,39	9,65
Intérêts sur les comptes bancaires	– 80	0,16	0,75
Autres recettes	– 9	0,24	0,22
Recettes totales	11	11,8	10,6

Le montant total des taxes perçues en 2009 s'est élevé à 11,4 millions d'euros, soit une augmentation de 18 % par rapport à l'année précédente. Cette hausse a néanmoins été compensée dans une large mesure par une importante réduction des revenus d'intérêts, s'expliquant par la baisse des taux d'intérêt qui ont atteint en 2009 des niveaux planchers jamais constatés auparavant. L'Office a perçu d'autres recettes provenant des ventes du

⁽¹⁾ La différence entre les recettes et les dépenses, y compris les engagements reportés aux années suivantes et les engagements reportés de l'année précédente non utilisés et, par conséquent, annulés.

Bulletin officiel de l'OCW, d'opérations administratives et de subventions reçues pour le programme multibénéficiaire. Le montant total de ces recettes s'est élevé à 0,24 million d'euros en 2009.

9.3. Dépenses

Le montant total des dépenses actées et des engagements reportés s'est élevé à 11,8 millions d'euros, contre 11,7 millions en 2008. La hausse des coûts de personnel a été plus que compensée par la réduction des dépenses administratives, qui s'explique par l'achèvement du nouveau bâtiment, inauguré en 2009.

	Var. (%)	2009	2008
Dépenses de personnel	8	5,2	4,8
Dépenses administratives	- 33	1,4	2,1
Dépenses opérationnelles	10	5,3	4,8
Dépenses totales	1	11,8	11,7

Les dépenses de personnel ont augmenté faiblement en 2009 en raison d'un recrutement et d'activités d'évolution de carrière réduits. L'échelle des salaires du personnel de l'Office, régie par les niveaux fixés par le Conseil européen, est également susceptible de varier en fonction de l'inflation et de l'évolution des carrières. Les dépenses administratives ont enregistré une baisse notable en 2009 en raison de l'achèvement des travaux du nouveau bâtiment de l'Office. Les dépenses opérationnelles, composées principalement des rémunérations des offices d'examen, ont augmenté conformément aux attentes budgétaires.

9.4. Conclusion

Grâce à son résultat équilibré en 2009 et à ses comptes courants d'une valeur de 15,5 millions d'euros, dont 5,6 millions sont libres de toute obligation, la situation financière de l'OCW reste saine. Néanmoins, compte tenu du ralentissement de la croissance du système de l'UE, il est important de maintenir les coûts à des niveaux raisonnables.

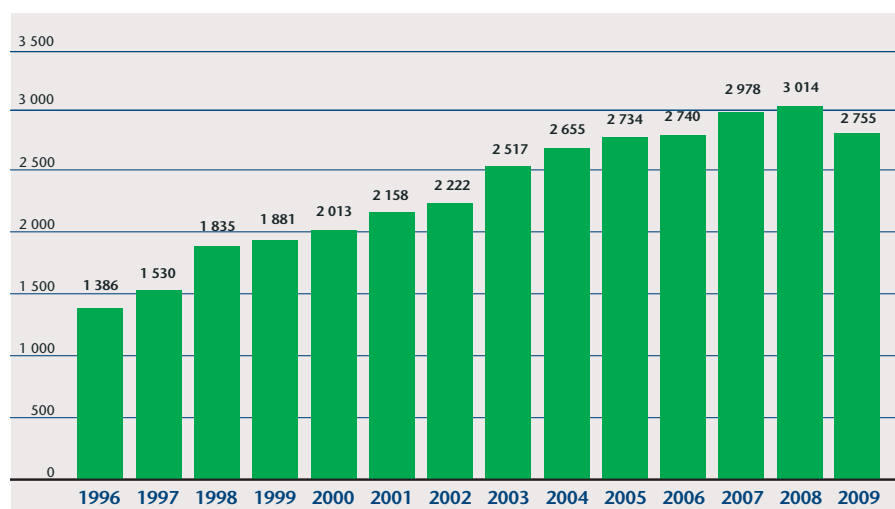
10. TENDANCES ET ÉVOLUTIONS

10.1. Demandes de protection communautaire des obtentions végétales

En 2009, l'Office a reçu 2 755 demandes de protection communautaire des obtentions végétales. Comme l'indique le graphique 1, ce nombre représente une baisse de 7,9 % par rapport à l'année précédente.

Graphique 1

Évolution du nombre annuel de demandes de protection communautaire des obtentions végétales (1996-2009)

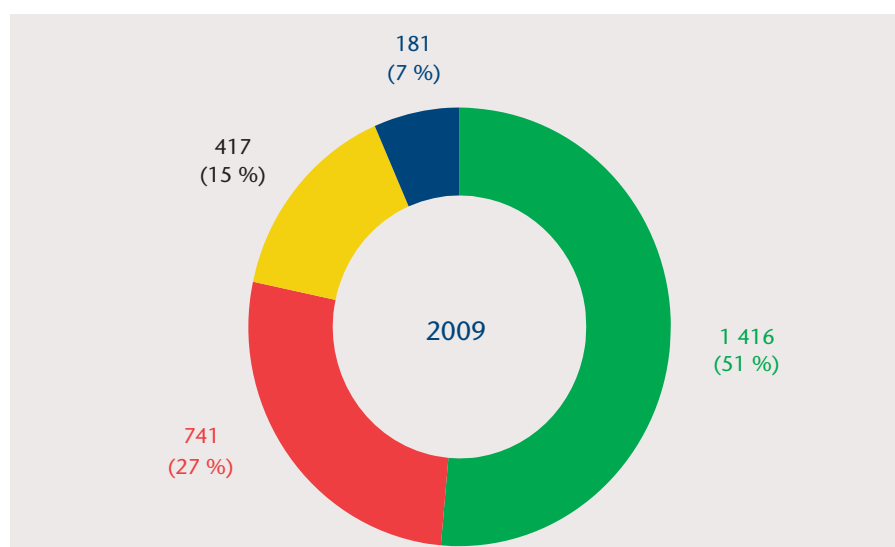


Le graphique 2 représente le nombre de demandes reçues en 2009 par secteur de culture.

Graphique 2

Part du nombre de demandes par secteur de culture

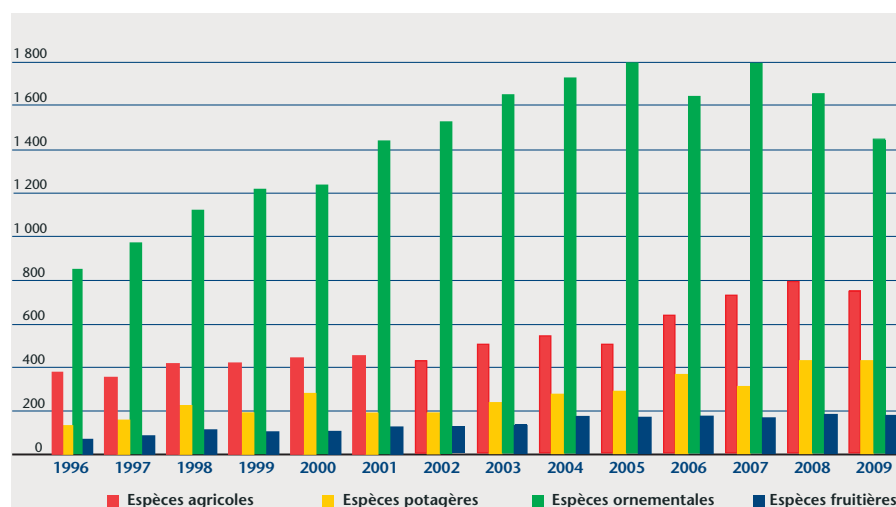
- *Espèces ornementales*
- *Espèces agricoles*
- *Espèces potagères*
- *Espèces fruitières*



Comme l'indique le graphique 3, seules les espèces potagères affichent une augmentation de leur nombre de demandes (+ 1,5 %). Les demandes d'espèces fruitières sont restées inchangées par rapport à 2008, tandis qu'une baisse du nombre de demandes a été enregistrée pour les plantes agricoles (– 7,0 %) et les variétés ornementales (– 13,2 %).

Graphique 3

Évolution du nombre de demandes
par secteur de culture (1996-2009)



En 2009, 615 demandeurs ont sollicité une protection communautaire d'obtentions végétales. Le tableau ci-après reprend les 50 utilisateurs les plus assidus du système communautaire ainsi que le nombre de demandes qu'ils ont introduites en 2009. Ces 50 principaux demandeurs ont introduit au total 1 492 demandes, soit 54,2 % du total des demandes reçues au cours de l'année. Ces chiffres démontrent que le régime de protection communautaire des obtentions végétales n'est pas seulement attrayant pour les acteurs mondiaux, mais aussi pour les petits et moyens obtenteurs.

Nom du demandeur	Pays	Nombre de demandes introduites en 2009
Syngenta Crop Protection AG	CH	83
Seminis Vegetable Seeds Inc.	US	78
Rijk Zwaan Zaadteelt en Zaadhandel BV	NL	77
KWS Saat AG	DE	77
Nunhems BV	NL	70
Pioneer Overseas Corporation	US	66
RAGT 2n SAS	FR	51
Monsanto Technology LLC	US	49
Florist De Kwakel BV	NL	47
Limagrain Verneuil Holding SA	FR	42
Enza Zaden Beheer BV	NL	41
Paraty BVBA	BE	39
Anthura BV	NL	36
Pioneer Hi-Bred International Inc.	US	35
W. Kordes' Söhne Rosenschulen GmbH & Co. KG	DE	33
Nils Klemm	DE	33
Fides BV	NL	33
Vilmorin SA	FR	29

Tobias Dümmer	DE	26
Viveros Provedo SA	ES	25
Testcentrum voor Siergewassen BV	NL	23
Meilland International SA	FR	23
Norddeutsche Pflanzenzucht Hans-Georg Lembke KG	DE	23
Vletter & Den Haan Beheer BV	NL	23
DLF-Trifolium A/S	DK	22
SARL Adrien Momont et Fils	FR	22
Ball Horticultural Company	US	21
Suntory Flowers Limited	JP	21
RijnPlant BV	NL	20
Deliflor Royalties BV	NL	18
Terra Nova Nurseries Inc.	US	18
Serasem SNC	FR	18
Nickerson International Research SNC	FR	18
KWS Lochow GmbH	DE	17
Grünwald Veredelings BV	NL	17
Elsner Pac Jungpflanzen GbR	DE	16
Agriom BV	NL	16
Sakata Seed Corporation	JP	16
Pieters Joseph & Luc BVBA	BE	16
SARL Agro Selection Fruits	FR	15
Euro Grass Breeding GmbH & Co. KG	DE	15
De Ruiter Intellectual Property BV	NL	15
Dekker Breeding BV	NL	14
Euralis Semences SAS	FR	14
Deutsche Saatveredelung AG	DE	14
Handelskwekerij Verheijen VOF	NL	14
Interplant Roses BV	NL	14
Innovaplant Zierpflanzen GmbH & Co. KG	DE	13
Knud Jepsen A/S	DK	13
HILD Samen GmbH	DE	13

Les demandeurs hors Union européenne doivent nommer un représentant dont le siège social ou le domicile se situe dans l'UE pour traiter leurs demandes. Parfois, les sociétés mères situées hors des frontières de l'UE désignent leur filiale dans l'UE; c'est notamment le cas de Monsanto, Pioneer, Syngenta, Sakata et Limagrain. Les demandeurs dans l'UE n'ont pas cette obligation, mais certains préfèrent tout de même confier la procédure de demande à un agent externe. En 2009, 1 130 demandes (41,2 %) ont été introduites par 100 représentants chargés des procédures. Le tableau ci-après reprend les 15 représentants les plus «actifs» en 2009, avec au total 848 demandes introduites.

Nom du mandataire	Pays	Nombre de demandes introduites en 2009
Royalty Administration International CV	NL	218
Hortis Holland BV	NL	99
Monsanto Holland BV	NL	78
Pioneer Hi-Bred SARL	FR	75
Syngenta Seeds BV	NL	71
Deutsche Saatgutgesellschaft mbH Berlin	DE	68
Monsanto SAS	FR	43
Wuesthoff & Wuesthoff	DE	36
GPL International A/S	DK	29
Moerheim New Plant BV	NL	27
CNB (U.A.)	NL	24
Pioneer Genetique SARL	FR	24
Syngenta Seeds GmbH	DE	19
Sakata Ornamentals Europe A/S	NL	17
Future Plants Licentie BV	NL	15

10.1.1. Espèces ornementales



Tests DHS sur des *Chrysanthemum*, Pays-Bas

Représentant 52 % du nombre de demandes en 2009, les variétés ornementales forment encore de loin le plus grand groupe de demandes de protection communautaire d'obtentions végétales. Comme l'illustre le graphique 3 (p. 34), le secteur des variétés ornementales reste le plus important en termes de nombre de demandes introduites chaque année, bien qu'un déclin marqué du nombre de demandes ait été enregistré deux années de suite pour les variétés ornementales (– 216 demandes en 2009 et – 153 demandes en 2008).

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette baisse, notamment les conditions économiques ou l'existence d'autres régimes de protection de la propriété intellectuelle (par exemple les marques commerciales).

Le tableau 1 présente les 10 plus importantes espèces ornementales en termes de nombre de demandes. Les variations de l'importance de ces espèces sont pour la plupart fortuites — à l'exception des orchidées et *Impatiens*. En 2009, le chrysanthème et la rose sont restés de loin, dans cet ordre, les espèces les plus importantes. En ce qui concerne les orchidées, en général, et le *Phalaenopsis* et le *x Doritaenopsis*, en particulier, une forte hausse soudaine a été observée en 2006-2007, suivie d'une chute brutale. Comme pour l'*Impatiens*, ce déclin peut annoncer une tendance.



Tests DHS sur des *Phalaenopsis*, Pays-Bas

Tableau 1 — Nombre de demandes des 10 principales variétés ornementales

Genre	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total
<i>Rosa</i> L.	182	191	218	168	180	154	169	155	1 417
<i>Chrysanthemum</i> L.	181	186	147	160	197	167	158	162	1 358
<i>Petunia</i> Juss. et <i>Calibrachoa</i> Llave & Lex.	104	51	71	87	70	99	53	73	608
<i>Pelargonium</i> L'Hér. ex Aiton	61	72	69	114	77	66	67	49	575
<i>Lilium</i> L.	60	65	85	64	63	59	44	56	496
<i>Impatiens</i> L.	104	63	66	98	56	51	39	18	495
<i>Gerbera</i> L.	48	79	44	66	45	39	77	63	461
<i>Phalaenopsis</i> Blume & x <i>Doritaenopsis</i> hort.	5	18	41	11	63	109	77	50	374
<i>Dianthus</i> L.	41	58	35	57	38	34	34	29	326
<i>Osteospermum</i> L.	25	39	53	56	39	31	40	28	311

La hausse la plus surprenante en 2009 concerne le nombre de demandes d'*Euphorbia hypericifolia* L. [syn. *Chamaesyce hypericifolia* (L.) Millsp.]. Jusqu'en 2008, seules trois demandes avaient été reçues, alors que l'année dernière seulement, 17 variétés de cette espèce ont été ajoutées au registre de l'OCV. L'image ci-après présente les «nouvelles espèces».

Il est également intéressant de noter les différences de durée de la protection légale des variétés de différents genres. À la fin de 2009, sur les 15 277 droits conférés au total pour les variétés ornementales, 9 324 (61 %) sont toujours actifs. Le tableau ci-après présente des informations sur le nombre de droits qui sont toujours en vigueur pour quelques espèces. On peut remarquer des différences persistantes entre certaines espèces. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce phénomène, notamment une modification des préférences des consommateurs, les tendances d'obtention, les variations de l'intensité des activités d'obtention ou le temps et les dépenses nécessaires au développement de nouvelles variétés.



Chamaesyce hypericifolia

Genre	Titres octroyés	Titres toujours en vigueur: chiffres absolus (relatifs)
<i>Chrysanthemum</i> L.	1 719	918 (53 %)
<i>Clematis</i> L.	90	87 (97 %)
<i>Dahlia</i> Cav.	220	163 (74 %)
<i>Gerbera</i> L.	546	152 (28 %)
<i>Impatiens</i> L.	702	344 (49 %)
<i>Lilium</i> L.	589	342 (58 %)
<i>Pelargonium</i> L'Hér. ex Aiton	944	521 (55 %)
<i>Petunia</i> Juss. et <i>Calibrachoa</i> <i>Llave & Lex.</i>	634	408 (64 %)
<i>Rosa</i> L.	2 193	1 239 (56 %)
<i>Tulipa</i> L.	245	111 (45 %)

Une particularité des variétés ornementales est la grande diversité des espèces; la plupart d'entre elles ne suscitent qu'un nombre relativement faible de demandes. La grande diversité des espèces ornementales devient évidente à la lecture du point 10.3.2.7 (p. 53). La quasi-totalité des taxons sont ornementaux.

Au moment de décider d'accorder une protection communautaire d'obtentions végétales, l'Office peut fonder sa décision sur un examen technique effectué dans le cadre d'une précédente demande de protection introduite par un obtenteur dans un État membre de l'UE. Le tableau ci-après indique le pourcentage de rapports repris au cours des dix dernières années.

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Pourcentage de rapports repris	17,8	16,5	11,3	8,0	9,4	5,9	7,2	5,0	6,3	4,1

Certains systèmes nationaux de protection étant subventionnés, les taxes relatives à l'examen technique peuvent alors être beaucoup moins élevées. On peut donc supposer que les demandeurs profitent de cette situation, particulièrement en cas de forte augmentation des taxes d'examen. En 2007, ces dernières ont été modifiées et fortement revues à la hausse, passant de 1 200 euros en 2006 à 2 140 euros en 2009 pour le *Kalanchoe*, le *Pelargonium* et le *Saintpaulia*. Toutefois, comme il ressort du tableau ci-après, le pourcentage de rapports repris n'a considérablement augmenté que pour les demandes de *Pelargonium*, ce qui laisse entendre que les charges administratives supplémentaires relatives à une demande antérieure de protection d'obtentions végétales dans un État membre de l'UE ne sont pas plus importantes que les charges financières supplémentaires.

Espèces	Pourcentage de rapports repris en 2006	Pourcentage de rapports repris en 2009
<i>Kalanchoe</i> Adans.	0	0
<i>Pelargonium</i> L'Hér. ex Aiton	26	42
<i>Saintpaulia</i> H. Wendl.	0	0



Tests DHS sur de l'orge, Finlande



Tests DHS sur des céréales, Finlande

10.1.2. Espèces agricoles

En 2009, une baisse de 7 % du nombre de demandes a été enregistrée.

Les 10 principales espèces agricoles sont identiques aux années précédentes: le maïs occupe encore la première position, suivi du blé et de la pomme de terre. En quatrième position, le colza oléagineux dépasse l'orge pour la toute première fois. Toutefois, la répartition générale des demandes entre les espèces est restée stable en 2009.

Le tableau ci-après indique le nombre de demandes reçues chaque année pour l'ensemble des espèces agricoles depuis 2003.

Toutes espèces agricoles	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total
Total	495	536	499	610	733	791	741	4 405

Le tableau 2 montre le nombre de demandes reçues pour les 10 principales espèces agricoles au cours des sept dernières années.

Tableau 2 — Nombre de demandes pour les 10 principales espèces agricoles

Espèces	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total
<i>Zea mays</i> L.	184	169	181	212	248	222	219	1 435
<i>Triticum aestivum</i> L. emend. Fiori et Paol.	42	75	54	76	91	87	76	501
<i>Solanum tuberosum</i> L.	66	50	34	84	66	94	87	481
<i>Brassica napus</i> L. emend. Metzg.	40	41	29	44	71	85	96	406
<i>Hordeum vulgare</i> L. sensu lato	52	52	44	45	55	69	64	381
<i>Helianthus annuus</i> L.	28	27	40	30	38	49	46	258
<i>Lolium perenne</i> L.	4	6	16	20	11	26	20	103
<i>Triticum durum</i> Desf.	13	13	13	8	14	13	17	91
<i>Pisum sativum</i> L. sensu lato	9	11	21	11	14	14	10	90
<i>x Triticosecale</i> Witt.	7	15	7	7	14	13	7	70
Total	445	459	439	537	622	672	642	3 816

Aujourd'hui, le secteur agricole couvre 84 espèces, comprenant aussi des variétés de plantes aquatiques destinées à la production de biomasse, comme *Azolla caroliniana* ou *Eichhornia crassipes*, de nouveaux hybrides interspécifiques comme *Hordeum chilense* x *Triticum turgidum* et des variétés d'herbe comme *Bromus sitchensis* ou *Poa trivialis*.

Pour ce qui est de l'examen technique des variétés candidates, dans de nombreux cas, l'examen DHS a été réalisé au préalable dans le cadre de la procédure d'établissement des listes nationales ou l'est actuellement dans le cadre du dépôt de la demande. Selon l'article 27 des modalités d'exécution [règlement (CE) n° 874/2009 de la Commission], le rapport DHS peut donc être repris auprès des offices d'examen compétents s'il constitue une base décisionnelle suffisante.

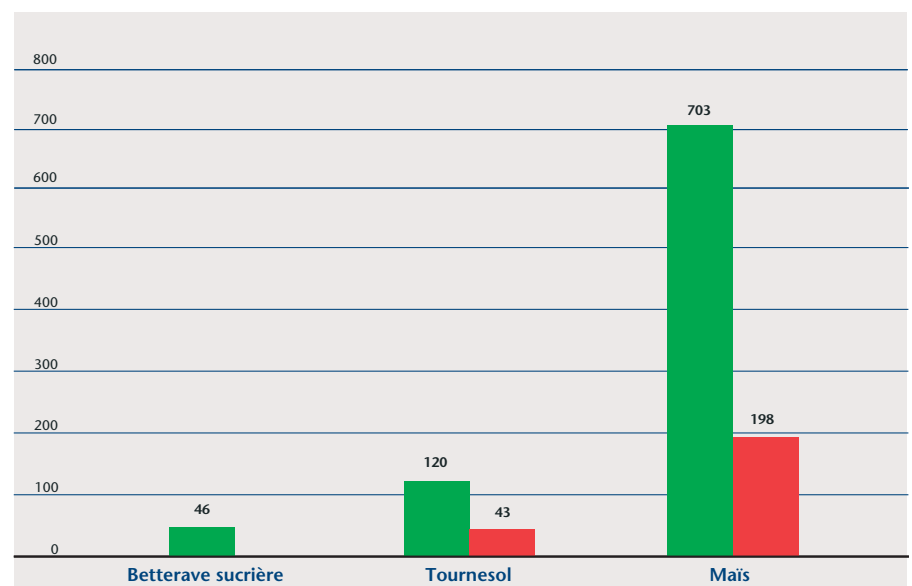
Le ratio entre les examens techniques d'espèces agricoles effectués pour le compte de l'Office et les rapports repris est demeuré relativement stable ces dernières années. En moyenne, 80 % des rapports peuvent être repris auprès des offices d'examen.

Le nombre d'examens techniques réalisés pour le compte de l'Office est généralement supérieur pour les variétés d'espèces de lignées naturelles, dont notamment le maïs, le tournesol et la betterave, comme l'illustre le graphique 4. Depuis 2000, la betterave est toujours testée pour le compte de l'OCV. Il s'agit de la seule espèce du secteur agricole pour laquelle une procédure d'examen centralisée a été mise en place. En ce qui concerne les demandes de tournesols, le nombre d'examens techniques, comparé aux reprises de rapports DHS, est plus important que pour les demandes de maïs; pour ces espèces, la grande majorité des demandes reçues concernaient des lignées parentales.

Graphique 4

Ratio entre les rapports repris
et les examens techniques
(2006-2009)

- Rapports repris
- Examens techniques



Le tableau ci-après illustre la comparaison entre le nombre de variétés enregistrées dans le catalogue commun (CC) des espèces agricoles en 2009 et le nombre de demandes de PCOV reçues au cours de la même année pour quatre grandes espèces agricoles.

Espèces	Nombre de variétés enregistrées dans le CC en 2009	Nombre de demandes de PCOV reçues en 2009	%
Colza oléagineux	101	96	95
Blé	129	76	59
Pommes de terre	87	87	100
Ray-grass	69	20	29

Bien que les variétés correspondant à ces chiffres ne soient pas à 100 % identiques dans les deux colonnes, les chiffres donnent tout de même une bonne indication des différentes attitudes adoptées par les obtenteurs en fonction des espèces. Les obtenteurs de pommes de terre recherchent un niveau élevé de protection, peut-être en raison du fait qu'il s'agit d'une espèce qui se multiplie par voie végétative, et donc particulièrement susceptible d'être illégalement diffusée. Le faible pourcentage de demandes concernant les variétés de ray-grass récemment enregistrées correspond plus ou moins au faible nombre de demandes de *Lolium* par rapport aux autres espèces au fil des ans (voir le tableau 2, p. 39).

10.1.3. Espèces potagères

Bien que les demandes de protection d'espèces potagères introduites pendant les trois premiers mois de l'année aient été considérablement plus faibles que lors de la même période en 2008, elles se sont rapidement rattrapées au milieu de l'année, donnant ainsi l'impression que 2009 allait être une nouvelle année exceptionnelle pour le secteur des espèces potagères. Les chiffres sont toutefois repartis à la baisse au quatrième trimestre, ce qui signifie que, globalement, seule une légère amélioration (+ 1,5 %) du nombre de demandes



Tests DHS sur des chicorées, Pays-Bas



Tests DHS sur des carottes, Pays-Bas

d'espèces potagères a été constatée en 2009. Il s'agissait néanmoins d'un nouveau record historique pour le secteur. Contrairement à ce qui a été observé en 2008, les demandes portant sur les lignées parentales ont diminué (jusqu'à 91 demandes seulement, soit – 35 %), tandis que le nombre de demandes portant sur les variétés hybrides a presque doublé (atteignant 125 demandes) en 2009. Compte tenu du fait que les demandes d'inscription nationale dans les États membres de l'UE n'ont connu qu'une légère baisse, voire un statu quo, il est encourageant de remarquer qu'on trouve aujourd'hui dans le commerce bien plus d'espèces potagères bénéficiant d'une protection communautaire qu'autrefois. Cela prouve que les obtenteurs considèrent le système de protection communautaire comme un outil précieux pour prévenir les infractions concernant leurs variétés, notamment par rapport à certains événements récents, comme la multiplication végétative des hybrides et le climat économique actuellement défavorable.

Globalement, au cours de la décennie, les demandes annuelles de protection communautaire de variétés potagères se sont accrues de 70 % (passant de 246 à 417), illustrant ainsi la valeur et l'efficacité croissantes du système aux yeux des obtenteurs d'espèces potagères.

Tableau 3 — Nombre de demandes pour les principales espèces potagères (2000-2009)

Espèces	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total
<i>Lactuca sativa</i>	62	41	53	80	106	94	93	101	117	109	856
<i>Lycopersicon esculentum</i>	5	12	11	17	32	30	68	27	55	65	322
<i>Phaseolus vulgaris</i>	33	14	20	26	21	28	28	18	21	14	223
<i>Pisum sativum</i>	24	10	15	16	16	19	28	16	23	13	180
<i>Capsicum annum</i>	13	8	4	5	8	15	12	23	47	20	155
<i>Cucumis sativus</i>	4	2	4	10	3	5	4	20	27	40	119
<i>Brassica oleracea</i> L. <i>botrytis</i>	16	8	4	5	8	2	13	4	13	6	79
<i>Cucumis melo</i>	2	1	3	4	9	9	9	13	14	12	76
<i>Allium porrum</i>	12	4	2	4	3	13	6	7	9	13	73
<i>Cichorium endivia</i>	6	1	3	4	7	16	11	4	14	4	70
<i>Spinacea oleracea</i>	0	11	1	3	9	9	1	4	6	15	59
<i>Brassica oleracea</i> L. <i>alba</i> DC	16	0	0	7	2	5	10	3	7	8	58
<i>Allium cepa</i>	2	13	0	9	0	8	6	5	2	9	54
<i>Cynara scolymus</i>	0	8	13	3	10	4	0	0	3	7	48
<i>Daucus carota</i>	2	4	5	1	1	6	0	6	10	4	39

Une autre tendance identifiée par l'Office au cours des douze derniers mois a été l'augmentation soudaine du nombre de demandes portant sur les porte-greffes potagers, notamment pour la tomate. Étant donné que les multiplicateurs de semences consacrent de plus en plus de ressources au développement de nouvelles variétés potagères résistantes à un nombre toujours plus important de nuisibles et de maladies, certains obtenteurs cherchent à lutter contre les infections en utilisant des porte-greffes, permettant à la variété qui leur est attachée de développer pleinement ses capacités organoleptiques. En ce qui concerne la résistance aux nuisibles et aux maladies, des efforts conjoints sont actuellement entrepris par les multiplicateurs de semences potagères, par le biais de l'ESA, afin d'harmoniser la nomenclature et les examens des semences. À cet égard, l'OCW se félicite du fait que le secteur ait pris des mesures visant à ce que les obtenteurs et les autorités d'enregistrement agissent ensemble; l'Office surveillera étroitement les progrès réalisés par le secteur et révisera en conséquence ses protocoles techniques de manière que les examens DHS reflètent les tout derniers progrès réalisés dans le domaine de l'obtention d'espèces potagères résistantes aux nuisibles et aux maladies.

Lors de sa réunion annuelle avec les experts en espèces potagères et l'ESA, l'OCW a abordé les différentes manières de réduire la durée et les coûts des examens techniques portant sur les espèces potagères. Les principales conclusions de la discussion étaient les suivantes: i) éviter les tableaux de caractéristiques excessivement longs et ne conserver que les caractéristiques régulièrement nécessaires aux fins de l'identification — on s'abstiendra ainsi de faire des observations inutiles sur des caractéristiques à finalité plus descriptive, ce qui permettra à l'office d'examen de gagner du temps et des ressources; ii) lorsqu'une variété semble répondre clairement aux critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité après une période d'un an et qu'il semble qu'une deuxième période de culture n'indiquerait pas le contraire, après consultation de l'OCW, l'examen technique peut déjà être conclu. Une fois ces améliorations de la procédure mises en œuvre par le biais de révisions des protocoles de l'OCW des espèces potagères, les offices d'examen devraient gagner du temps et de l'argent, ce qui pourra ensuite être bénéfique pour les obtenteurs.

10.1.4. Espèces fruitières

Le nombre de demandes de PCOV portant sur les espèces fruitières en 2009 n'a pas changé par rapport à l'année précédente, avec un total de 181 demandes. Le pêcher a conservé son statut d'espèce fruitière la plus importante alors que les demandes portant sur les pommiers ont augmenté, mais que celles portant sur les fraisiers ont été réduites de moitié. Les variétés de myrtilles, qui figuraient parmi les espèces fruitières les plus populaires ces cinq dernières années, avec près de 50 demandes introduites au cours de cette période, n'ont fait l'objet d'aucune demande en 2009. Il reste à déterminer s'il s'agit là d'une tendance reflétant les préférences du marché ou si les chiffres vont repartir à la hausse pendant la prochaine décennie. Le nombre de demandes portant sur des variétés fruitières a pu rester stable en 2009 grâce à une forte présence des vignes, mais aussi en grande partie grâce à l'introduction simultanée de 25 demandes de pêcheurs par un



Tests DHS sur des pommes, France



Vignes

nouveau demandeur dans le régime communautaire de protection (Viveros Provedo SA, Espagne); sans cela, les chiffres des espèces fruitières pour 2009 auraient probablement accusé une baisse de plus de 10 %, et il sera donc intéressant d'observer l'évolution des tendances en 2010.

Globalement, au cours de la décennie, les demandes annuelles de protection communautaire de variétés fruitières ont presque doublé, passant de 94 à 181 demandes et illustrant ainsi la valeur et l'efficacité croissantes du système aux yeux des obtenteurs d'espèces fruitières.

Tableau 4 — Nombre de demandes pour les principales espèces fruitières (2000-2009)

Espèces	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Total
<i>Prunus persica</i>	22	27	35	36	51	32	53	33	50	64	403
<i>Fragaria x ananassa</i>	15	27	13	26	7	25	21	19	36	18	207
<i>Malus domestica</i>	17	17	26	18	10	30	18	15	21	29	201
<i>Prunus armeniaca</i>	6	6	10	11	22	8	29	26	13	8	139
<i>Vitis</i> L.	7	1	10	3	11	3	14	4	3	15	71
<i>Rubus idaeus</i>	1	0	3	10	4	1	4	14	12	5	54
<i>Prunus salicina</i>	1	4	1	8	11	2	3	8	6	2	46
<i>Prunus avium</i>	2	8	3	1	8	6	5	5	2	3	43
<i>Vaccinium corymbosum</i>	0	0	0	0	8	4	0	12	16	0	40
<i>Pyrus communis</i>	8	3	4	8	1	8	3	1	2	2	40
<i>Citrus</i> L.	4	5	0	3	7	4	3	3	3	2	34
<i>Actinidia</i> Lindl.	1	5	4	3	0	3	2	4	8	3	33

Bien que les demandes annuelles portant sur les variétés fruitières soient demeurées inchangées en 2009 par rapport à l'année précédente, la forte hausse des taxes d'examen introduites pour les demandes du secteur fruitier en 2008 pourrait avoir influé sur le rapport entre le nombre d'examens techniques organisés par l'OCW et le nombre de reprises de rapports techniques auprès d'autres autorités européennes en raison d'une demande de protection/d'enregistrement national antérieure pour la même variété. Alors qu'en 2008, l'OCW avait organisé 139 examens techniques et demandé la «reprise» de 42 rapports (ratio de 3,3/1), ce rapport change radicalement en 2009, passant à 102 examens techniques contre 79 «reprises» (ratio de 1,3/1). Compte tenu du climat économique actuel et étant donné que, en fonction de l'autorité nationale concernée, l'examen technique d'une variété fruitière peut revenir au total à plusieurs centaines d'euros, au lieu de plusieurs milliers d'euros si l'OCW avait lui-même reçu pour la première fois la demande et effectué l'examen, il est compréhensible que certains demandeurs aient choisi cette solution pour économiser de l'argent, en s'assurant tout de même de bénéficier d'une protection communautaire dans l'UE tout entière.

Les coûts et le temps nécessaires pour tester une variété fruitière candidate étant de plus en plus problématiques pour les obtenteurs de fruits et ce facteur étant susceptible de limiter le nombre de demandes reçues par l'OCW dans ce secteur à l'avenir, l'Office, en association avec ses offices d'examen et la Ciopora, a poursuivi en 2009 ses travaux visant à trouver un moyen d'améliorer la rentabilité des examens techniques des espèces fruitières. À la suite de discussions et d'analyses approfondies sur la question entreprises par toutes les parties concernées, l'Office a décidé de concentrer ses recherches sur: i) les moyens d'envoyer du matériel végétal mieux ou plus développé à l'examen technique, de manière à réduire le nombre d'années d'établissement; ii) la possibilité de n'avoir qu'une seule période d'observation pour les variétés qui répondent clairement aux critères DHS après un cycle fruitier satisfaisant et pour lesquelles une deuxième observation ne donnerait pas de résultats divergents; iii) les moyens d'améliorer la structure et le nombre d'acquisitions vivantes détenues dans les collections de référence; iv) la réduction des listes de caractéristiques des protocoles fruitiers de l'OCW, afin de recentrer les observations sur les caractéristiques véritablement pertinentes et d'éviter ainsi les listes descriptives excessivement longues qui prennent trop de temps. L'OCW commandera probablement en 2010 un projet de R & D sur certains des points figurant ci-dessus; pour les autres, il revient aux offices d'examen fruitiers de fournir à l'Office, l'année prochaine, des données lui permettant d'effectuer une analyse pour savoir comment rationaliser la réalisation des examens techniques.



10.1.5. Origine des demandes

Depuis sa fondation, l'Office communautaire des variétés végétales a reçu des demandes provenant de plus de 50 pays. Toutes ces années ou presque, plus d'un tiers de toutes les demandes reçues provenaient des Pays-Bas, ce qui témoigne du rôle important joué par ce pays dans le secteur des obtentions végétales. Les Pays-Bas sont suivis d'assez loin par l'Allemagne, la France et les États-Unis. De plus, en 2009, seules des fluctuations mineures de l'origine des demandes ont été relevées. La carte ci-dessus donne une vue d'ensemble du nombre de demandes reçues en provenance des différents pays européens en 2009. Le tableau 5 présente le nombre de demandes en provenance des 10 principaux pays hors Europe.

Tableau 5 — Les 10 principaux pays non européens desquels provenaient les demandes de PCOV en 2009

Pays du principal demandeur	Nombre de demandes reçues en 2009
États-Unis	333
Japon	57
Australie	25
Israël	18
Nouvelle-Zélande	17
Taïwan	9
Thaïlande	8
Canada	7
Costa Rica	5
Argentine	5

10.2. Octroi des protections

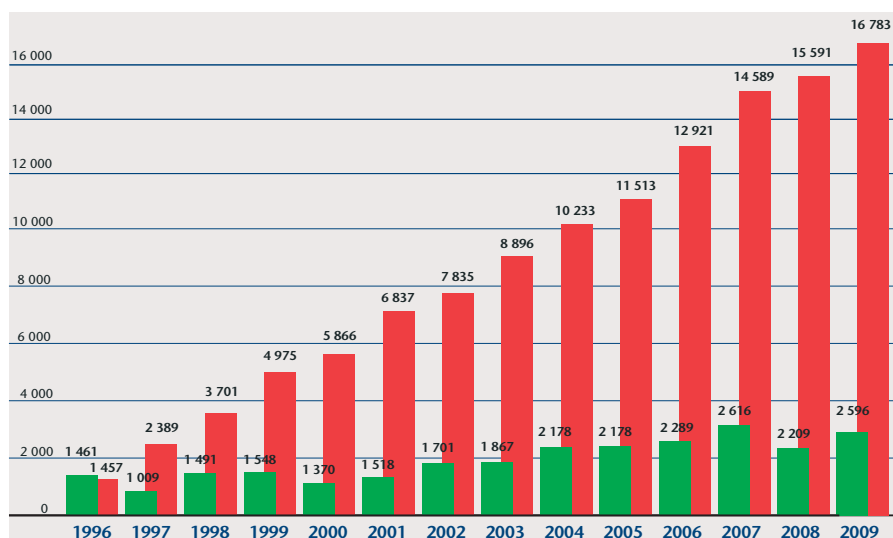
En 2009, l'Office a octroyé près de 2 600 titres de protection communautaire. Une liste détaillée de toutes les variétés protégées (au 31 décembre 2009) est publiée en annexe du présent rapport annuel.

À la fin de l'année 2009, 16 783 protections communautaires étaient en vigueur. Le graphique 5 montre le nombre de titres octroyés par année de 1996 à 2009 et illustre l'augmentation constante du nombre de variétés protégées par le régime communautaire.

Graphique 5

Titres de protection communautaire d'obtentions végétales octroyés et droits en vigueur à la fin de chaque année (1996-2009)

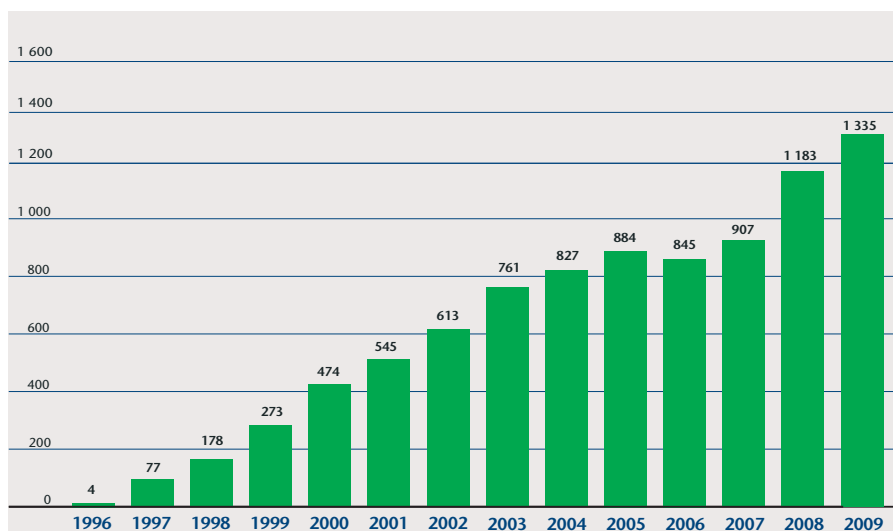
- Titres octroyés
- Variétés protégées à la fin de chaque année



Le développement du nombre de titres de protection communautaire d'obtentions végétales en vigueur doit être considéré en conjonction avec le nombre de titres abandonnés (voir le graphique 6). Le nombre de titres octroyés l'emporte toujours aisément sur le nombre d'abandons en dépit de l'augmentation remarquable du nombre de titres abandonnés au cours des deux dernières années. L'augmentation des abandons n'est pas réellement surprenante.

Graphique 6

Nombre d'abandons de titres de protection communautaire d'obtentions végétales (1996-2009)

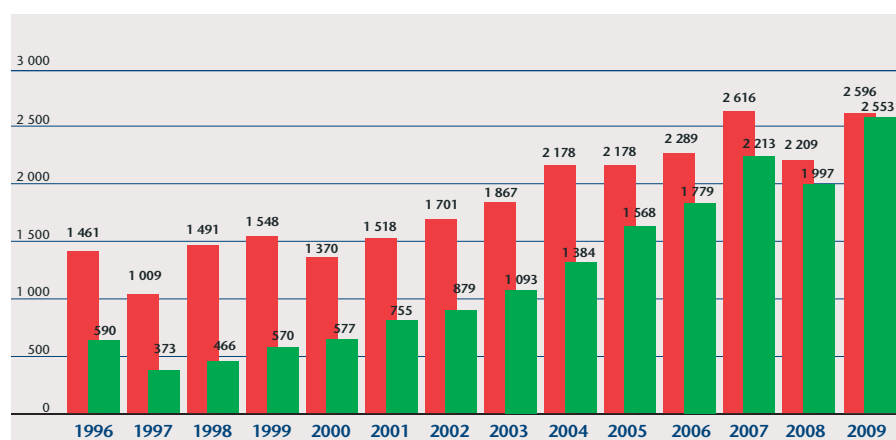


Le graphique 7 présente le nombre de protections accordées au cours de la période 1996-2009 et qui sont toujours en vigueur aujourd'hui. Comme on peut le voir, la majorité des protections sont cédées après quelques années. Le système de protection communautaire des obtentions végétales n'est pas encore assez ancien pour pouvoir déterminer le nombre de variétés dont la protection ira bel et bien jusqu'à son terme, c'est-à-dire vingt-cinq ou trente ans. Toutefois, les chiffres laissent entendre qu'il ne s'agira pas de plus d'un tiers de l'ensemble des variétés ayant fait l'objet d'une protection. Cela indique également que la période actuelle de protection semble être plutôt bien adaptée aux besoins des obtenteurs, mais cela n'exclut pas pour autant la possibilité que certaines espèces présentent des cas particuliers à cet égard.

Graphique 7

Nombre de protections accordées chaque année de 1996 à 2009 et toujours en vigueur au 31 décembre 2009

● Nombre de protections accordées
● Nombre de protections en vigueur



10.3. Examens techniques

En 2009, l'OCW a réalisé 1 792 examens techniques, soit 94 de moins qu'en 2008. Cette diminution est liée à celle du nombre de demandes et plus particulièrement à la baisse du nombre de demandes de variétés ornementales. Pour les espèces potagères et agricoles, un grand nombre d'examen techniques ont déjà été réalisés dans le cadre de la procédure d'inscription sur les listes nationales. Les variations du nombre de demandes de ces espèces n'affectent donc que très peu le nombre d'examen.

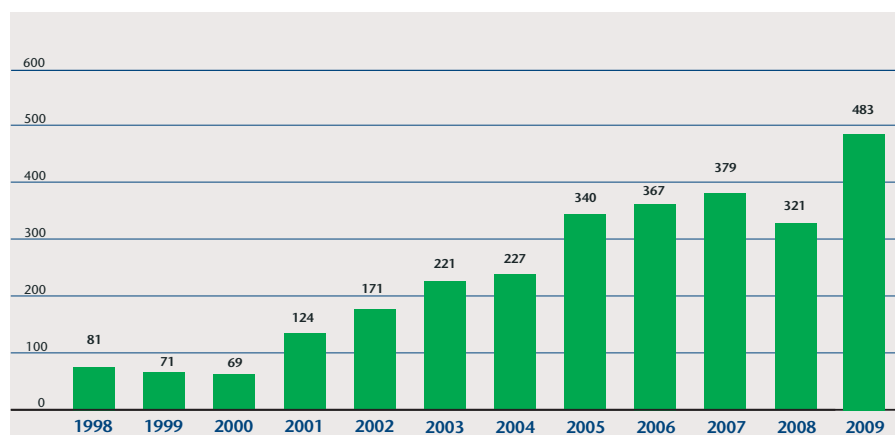
10.3.1. Ventes de rapports

Il est fréquent que les autorités nationales d'autres pays fondent leurs décisions relatives aux demandes de protection des obtentions végétales sur les examens techniques réalisés pour le compte de l'OCW (coopération internationale, reprise de rapports). Le graphique 8 montre le nombre de rapports que l'Office a mis à la disposition d'autres autorités.

À la fin de 2009, l'Office avait vendu 2 854 rapports techniques à 36 pays. Les pays les plus importants sont indiqués dans le tableau 6. En 2009, le nombre de demandes de rapports émanant des pays d'Amérique du Sud a continué à augmenter fortement, surtout dans le secteur ornemental. Il convient également de mentionner le Kenya, qui a demandé un nombre élevé de rapports (portant principalement sur les roses) et figure à présent dans le classement des 10 principaux pays demandeurs.

Graphique 8

Évolution du nombre de rapports d'examen DHS mis à la disposition d'autres autorités de protection des variétés végétales (1998-2009)



Les rapports mis à la disposition des demandeurs concernent principalement les espèces ornementales. L'Office a adopté une approche flexible concernant la taxe convenue dans le cadre de l'UPOV pour la mise à disposition des rapports: les pays demandeurs peuvent soit payer cette taxe directement, soit laisser l'Office envoyer la facture au demandeur dans le pays intéressé. Le rapport est toujours envoyé à l'autorité nationale.

Tableau 6 — Liste des 10 principaux pays ayant acheté des rapports techniques DHS à l'OCVV (1998-2009)

Pays	Nombre de rapports achetés
Israël	439
Équateur	289
Brésil	268
Suisse	267
Norvège	212
Colombie	207
Kenya	183
Nouvelle-Zélande	175
Canada	161
France	106

10.3.2. Relations avec les offices d'examen

10.3.2.1. Treizième réunion annuelle avec les offices d'examen

En 2009, l'OCVV a organisé sa treizième réunion annuelle avec ses offices d'examen, à laquelle participent également des représentants de la Commission européenne, de l'UPOV et des organisations professionnelles d'obteneurs (Ciopora et ESA). Les principaux sujets de discussion ont été les suivants:

- l'évaluation d'une décision arrêtée par le conseil d'administration de l'OCVV en 2006 au sujet du statut des matériels végétaux;

- l'accès du public aux protocoles techniques nationaux pour les examens DHS, par le biais de la page d'accueil du site internet de l'OCVW;
- l'accès des demandeurs aux essais des examens DHS et aux vérifications techniques;
- la conservation de registres sur les conditions de culture lors des examens techniques;
- le régime linguistique des rapports DHS et des descriptions des variétés;
- la réduction des coûts/de la durée des examens DHS portant sur les espèces fruitières;
- la rémunération des offices d'examen pour les demandes de vérifications techniques annulées;
- la publication des descriptions de variétés sur la page d'accueil du site internet de l'OCVW;
- la publication des photos des variétés protégées prises par les offices d'examen.

Par ailleurs, les participants ont été informés de la situation concernant le système de demandes en ligne, la publication électronique du Bulletin officiel, le lancement du programme d'audit pour les offices d'examen ainsi que les dénominations variétales et la participation d'experts externes aux examens DHS réalisés dans les offices d'examen.

10.3.2.2. Élaboration des protocoles de l'OCVV

En 2009, des experts des offices d'examen des États membres ont été invités à collaborer à l'élaboration de protocoles techniques pour les essais DHS qui ont ensuite été approuvés par le conseil d'administration (voir le chapitre 5). Les réunions suivantes ont été organisées:

- experts en espèces agricoles: un projet de protocole a été discuté pour le *Triticum aestivum*, le *Lolium ssp.*, le colza oléagineux et la *Festuca ssp.*;
- experts en espèces fruitières: les projets de protocoles techniques pour les mandarines, les porte-greffes de pommes et les avocats ont été discutés;
- les experts en espèces potagères ont discuté des protocoles pour quatre espèces: le pois, le maïs doux/maïs à éclater, la ciboule et le chou-fleur;
- les experts en espèces ornementales ont discuté, dans le cadre des réunions de l'UPOV, des trois protocoles techniques nouveaux ou révisés: roses, pélargonium et *Calluna vulgaris*.



13^e réunion annuelle des offices d'examen, Angers

10.3.2.3. Suite du développement de la base de données centralisée sur les dénominations variétales

En 2005, l'Office a mis en ligne un site internet afin d'évaluer les similitudes entre différentes propositions de dénominations variétales. Actuellement, la base de données contient plus de 600 000 dénominations provenant de listes d'inscription nationales et de registres de protection des obtentions végétales de l'UE et des États membres de l'UPOV. Elle contient également le registre des variétés ornementales commercialisées au sein du système d'enchères national aux Pays-Bas. L'accès à la base de données est limité aux autorités nationales des États membres de l'UE, à la Commission européenne et à l'UPOV. Depuis 2007, une nouvelle version du site internet offre également aux demandeurs et à leurs mandataires qui sont basés dans l'UE la possibilité d'effectuer une vérification préalable des propositions de dénomination pour déceler les éventuelles similitudes. En 2009, la section relative à la jurisprudence a été développée. Elle contient une sélection de décisions rendues par le comité des dénominations variétales de l'Office, dans le but d'illustrer la mise en œuvre des orientations du conseil d'administration à ce sujet. Tous les utilisateurs ont accès à cette section, dans laquelle un moteur de recherche leur permet de trouver des exemples en introduisant divers critères.

L'Office a également élaboré un nouveau projet de coopération en matière d'examen des dénominations variétales, dans le but d'harmoniser, dans toute l'UE, la mise en œuvre des règles relatives à l'éligibilité des dénominations variétales. Les autorités nationales des États membres auront la possibilité de demander à l'OCV, en ligne, des conseils sur l'adéquation de leurs nouvelles propositions de dénominations. En cas d'avis divergents, des échanges de points de vue pourront avoir lieu, mais la décision sera de toute façon prise par l'autorité du pays dans lequel la demande d'enregistrement a été effectuée. Ce projet sera lancé au début de 2010.

10.3.2.4. Réunions des experts en culture

Deux réunions avec des experts en espèces agricoles ont eu lieu en 2009 pour discuter de la conception d'essais et de normes d'uniformité pour le blé, de la révision du protocole technique pour le colza et de la préparation des protocoles techniques pour le *Lolium* et la *Festuca*.

Une réunion d'experts en culture fruitière a été tenue en vue d'examiner les points suivants: la révision partielle du protocole sur la mandarine et la création d'un protocole technique de l'OCV pour les porte-greffes des pommiers et les avocatiers; les documents phytosanitaires et l'harmonisation en fonction des espèces; la poursuite des discussions sur la faisabilité de la réduction de la durée/des coûts des examens techniques portant sur les espèces fruitières; une analyse visant à déterminer s'il convient d'entreprendre un éventuel nouveau projet de R & D concernant les groupes de mutation de pommiers.

Une réunion d'experts en culture potagère a été tenue en vue d'examiner les points suivants: la révision des protocoles techniques pour le pois, le chou-fleur et le maïs/maïs doux/maïs à éclater ainsi que la création d'un protocole technique de l'OCV pour la ciboule; les caractéristiques des protocoles de l'OCV pour les espèces potagères; le

document de discussion de l'ESA sur la résistance des espèces potagères aux maladies; les différentes normes de germination des lignées parentales; la possibilité d'organiser une nouvelle journée portes ouvertes de l'OCW pour les espèces potagères en 2010; la conclusion et l'analyse finales sur l'opportunité d'adopter certaines des mesures émanant du projet de R & D «Harmonisation des essais de résistance aux maladies des espèces potagères au sein de l'Union européenne» et de l'étude interlaboratoires subséquente; les discussions en cours sur la faisabilité de la réduction de la durée et des coûts des examens techniques portant sur les espèces potagères.

10.3.2.5. Séminaire sur les semences de ferme

Les agriculteurs de l'UE peuvent bénéficier, pour certaines cultures et dans certaines conditions, du «privilege de l'agriculteur», un droit sur les semences de ferme qui leur permet de multiplier des variétés protégées en ne payant pas de taxe, ou très peu, au titulaire du droit d'obtenteur. Cette dérogation se fonde sur l'article 14 du règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil; une base juridique similaire se trouve au niveau national, dans la législation des différents États membres. Lors d'un séminaire organisé à Bruxelles, les résultats d'une enquête sur la mise en œuvre de cette loi ont été dévoilés. L'enquête a révélé l'existence de différences marquées dans la collecte d'informations, auprès des agriculteurs, sur l'utilisation de ces semences de ferme. Les différentes approches appliquées dans les États membres ont été discutées.

10.3.2.6. Collaboration avec le Japon

En 2006, le ministère japonais de l'agriculture, des forêts et de la pêche (MAFF) et l'OCW ont lancé une coopération relative aux examens techniques. Dans le cadre de cette coopération, en 2008, les experts du Japon se sont rendus à l'OCW et dans ses offices d'examen en Allemagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Les membres de l'OCW et le Bundessortenamt allemand ont visité l'office d'examen japonais travaillant pour le compte du MAFF. Ces visites techniques avaient pour but d'harmoniser la conduite des examens techniques concernant plusieurs espèces ornementales. En conséquence, le MAFF a commencé à la fin de 2007 à fonder ses décisions relatives aux demandes de protection d'obtentions végétales sur les examens techniques réalisés par les offices d'examen européens. De même, le conseil d'administration de l'Office a accepté que les



Réunion d'experts dans le domaine des herbes, octobre 2009, Angers

résultats des examens DHS réalisés au Japon pour les variétés de *Petunia* et *Calibrachoa* soient utilisés à partir de 2008. En 2009, les dispositions contractuelles relatives à la reprise des rapports techniques japonais ont été préparées.

10.3.2.7. Procédures pour les nouvelles espèces

En 2009, le conseil d'administration de l'OCW a confié à l'office d'examen les taxons botaniques suivants, afin qu'il constitue ce qu'on appelle des «inventaires des nouvelles espèces»:

Aloe L. x *Gasteria* Duval
Andromeda polifolia L.
Azolla caroliniana Willd.
Brassica oleracea L. convar. *acephala* (DC.) Alef.
Bromus sitchensis
Dierama K. Koch
Diervilla sessilifolia Buckley
Echeveria DC.
Eichhornia crassipes (Mart.) Solms
Evolvulus nuttallianus Roem. & Schult. (syn. *Evolvulus pilosus* Nutt.)
Exochorda racemosa (Lindl.) Rehder
Gasteria Duval
Geum quellyon Sweet x *G. rivale* L.
Hordeum chilense x *Triticum turgidum*
Isotoma axillaris Lindl. [syn: *Laurentia axillaris* (Lindl.) E. Wimm.]
Jasminum multiflorum (Burm. f.) Andrews
Justicia carnea Lindl.
Kniphofia Moench
Lemna minor L.
Leucophyllum candidum I.M. Johnst.
Leucothoe fontanesiana (Steud.) Sleumer
Ligustrum delavayanum Har.
Lobularia Desv.
Lobularia maritima (L.) Desv.
Lophomyrtus x ralphii (Hook. f.) Burrett
Metasequoia glyptostroboides Hu & W. C. Cheng
Mimulus aurantiacus Curtis
Nasturtium officinale W. T. Aiton
Passiflora x belotii hort. ex Pépin
Passiflora x kewensis Goldring
Poa trivialis L.
Portulaca oleracea L.
Prunus cerasifera Ehrh. x *Prunus armeniaca* L.
Prunus cerasifera Ehrh. x *Prunus persica* (L.) Batsch
Prunus cerasus L. x (*Prunus cerasus* L. x *Prunus maacki* Rupr.)
Prunus fruticosa Pall. x *Prunus serrulata* Lindl. var. *Lannesiana*
Prunus incana (Pall.) Batsch x *Prunus tomentosa* Thunb.
Sansevieria trifasciata var. *laurentii* (De Wild.) N. E. Br.
Sisyrinchium atlanticum E. P. Bicknell
Tamarix tetranda Pall. ex M. Bieb.
Triticum monococcum L.
Uncinia rubra Colenso ex Boott
Vaccinium vitis-idaea L.
Zea mays L. (maïs doux et maïs à éclater)



Tests sur des semis d'espèces potagères, Pays-Bas

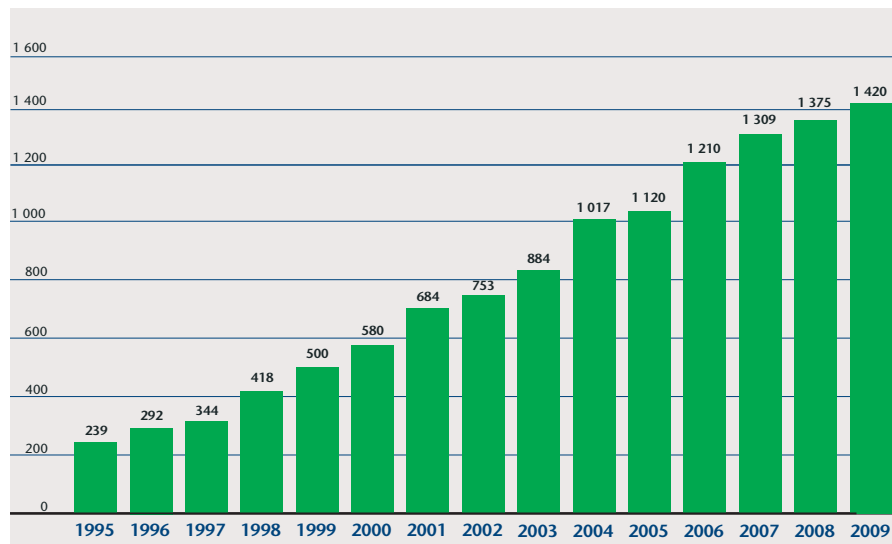
Nouvelle habilitation pour *Aster* L. et *Gypsophila* L.

La coopération avec l'office d'examen israélien ayant pris fin pour l'*Aster* L. et le *Gypsophila* L., le conseil d'administration a décidé de confier ces deux espèces à l'office d'examen des Pays-Bas.

Le graphique 9 montre l'évolution du nombre de taxons botaniques pour lesquels l'OCVV a reçu des demandes. À la fin de 2009, des demandes pour des variétés appartenant à 1 420 taxons botaniques avaient été déposées auprès de l'Office.

Graphique 9

Évolution du nombre de taxons botaniques pour lesquels l'OCVV a reçu des demandes (1995-2009)



10.3.2.8. Liste des offices d'examen travaillant pour le compte de l'OCVV

Centre wallon de recherches agronomiques (CRA-W)
Département «Production végétale»
Rue de Liroux 9
5030 Gembloux, BELGIQUE
<http://www.cra.wallonie.be>

Instituut voor Landbouw- en Visserijonderzoek (ILVO)
Eenheid Plant — Teelt en Omgeving
Caritasstraat 21
9090 Melle, BELGIQUE
<http://www.ilvo.vlaanderen.be>

Executive Agency of Variety Testing Ministry of Agriculture and Forestry Field Inspection and Seed Control 125 Tsarigradsko Shosse Bld, Block 1 1113 Sofia, BULGARIE http://iasas.government.bg
Central Institute for Supervising and Testing in Agriculture (UKZUZ) Hroznová 2 656 06 Brno, RÉPUBLIQUE TCHÈQUE http://www.ukzuz.cz
Ministry of Food, Agriculture and Fisheries The Danish Plant Directorate Skovbrynet, 20 2800 Kgs. Lyngby, DANEMARK http://www.pdir.fvm.dk
Université d'Aarhus Danish Faculty of Agricultural Sciences Department of Horticulture Kirstinebjergvej 10 5792 Aarslev, DANEMARK http://www.agrsci.org
Bundessortenamt (BSA) Osterfelddamm 80 Postfach 610440 30604 Hannover, ALLEMAGNE http://www.bundessortenamt.de
Agricultural Research Centre Variety Department Teaduse 4/6 Saku 75501 Harjumaa, ESTONIE http://pmk.agri.ee
Department of Agriculture, Fisheries and Food (DAFF) Office of the Controller of Plant Breeders' Rights Backweston Farm Leixlip Co. Kildare, IRLANDE http://www.gov.ie/daff
Ministry of Rural Development and Food Variety Research Institute of Cultivated Plants 57400 Sindos-Thessaloniki, GRÈCE http://www.varinst.gr
Oficina Española de Variedades Vegetales (OEVV) Ministerio de Medio Ambiente y Medio Rural y Marino Calle Alfonso XII nº 62, 2ª planta 28014 Madrid, ESPAGNE http://www.mapya.es
Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences (GEVES) Rue Georges-Morel BP 90024 49071 Beaucouzé Cedex, FRANCE http://www.geves.fr
Ente Nazionale delle Sementi Elette (ENSE) Via Ugo Bassi 8 20159 Milano MI, ITALIE http://www.ense.it
Centro di Ricerca per la Frutticoltura (CRA-FRU) Via di Fioranello 52 00134 Roma RM, ITALIE http://frutticoltura.entecra.it
Centro di Ricerca per la Viticoltura (CRA-VIT) Viale XXVIII Aprile 26 31015 Conegliano Veneto TV, ITALIE http://inea.it/isv/

Ministry of Agriculture of the Republic of Latvia Seed control department Lielvarde street 36/68 Riga LV-1006, LETTONIE http://www.vaad.gov.lv
Central Agricultural Office (OMMI) Keleti Karoly u. 24 1024 Budapest, HONGRIE http://www.ommi.hu
Naktuinbouw Sotaweg 22, Postbus 40 2370 AA Roelofarendsveen, PAYS-BAS http://www.naktuinbouw.nl
Bundesamt für Ernährungssicherheit Institut für Sortenwesen Spargelfeldstraße 191 Postfach 400 1226 Wien, AUTRICHE http://www.ages.at
Centralny Ośrodek Badania Odmian Roślin Uprawnych (Coboru) 63-022 Słupia Wielka, POLOGNE http://www.coboru.pl
Direcção-Geral de Agricultura e Desenvolvimento Rural (DGADR) Divisão de Sementes, Variedades e Recursos Genéticos Edifício 2 — Tapada de Ajuda 1349-018 Lisboa, PORTUGAL http://www.dgadr.pt
State Institute for Variety Testing and Registration (ISTIS) 61 Marasti Av., sector 1 P.O. Box 32-35 011464 Bucarest, ROUMANIE http://istis.ro
Central Controlling and Testing Institute in Agriculture (UKSUP) Variety Testing Department Matúškova 21 833 16 Bratislava, SLOVAQUIE http://www.uksup.sk
Finnish Food Safety Authority (Evira) Mustialankatu, 3 FI-00790 Helsinki, FINLANDE http://www.evira.fi
Conseil suédois de l'agriculture (Statens jordbruksverket) Gjuterigatan 4 SE-551 82 Jönköping, SUÈDE http://www.sjv.se
Plant Variety Rights Office (PVRO) Food and Environment Research Agency (FERA) White House Lane, Huntingdon Road Cambridge CB3 0LF, ROYAUME-UNI http://www.fera.defra.gov.uk
National Institute of Agricultural Botany (NIAB) Ornamental crops Huntingdon Road Cambridge CB3 0LE, ROYAUME-UNI http://www.niab.com
Servicio Nacional de Inspección y Certificación de Semillas (SNICS) Av. Presidente Juárez 13 Col. el Cortijo 54000 Tlalnepantla, MEXIQUE http://www.sagarpa.gob.mx



Salon du Végétal 2009, France

10.3.2.9. Participation aux salons internationaux

L'OCW considère que sa participation à des salons internationaux et aux journées portes ouvertes organisées par les offices d'examen est utile pour promouvoir le régime communautaire de protection des obtentions végétales, établir des contacts directs avec les demandeurs et fournir des informations aux obtenteurs. En 2009, l'Office a participé à trois salons:

- À la fin de janvier 2009, l'Office a pris part au salon «IPM» à Essen (Allemagne), partageant un stand avec le Bundessortenamt, l'office d'examen allemand. Bien que le salon soit ouvert à l'ensemble du secteur horticole, il se concentre plus particulièrement sur les espèces ornementales.
- Le Salon du Végétal, organisé à la fin de février à Angers (France), est un salon annuel essentiellement consacré aux obtenteurs de plantes ornementales. L'Office y participe régulièrement en coopération avec le GEVES, l'office d'examen français.
- Le salon néerlandais HortiFair, qui se tient chaque année au mois d'octobre à Amsterdam, est une autre initiative du secteur ornemental à laquelle participe régulièrement l'Office. Le stand a été partagé avec le Naktuinbouw et la Vaste Keurings Commissie (VKC).

10.4. Agents de liaison techniques

L'OCW s'efforce d'entretenir une relation de travail étroite et efficace avec les offices d'examen et les offices nationaux des États membres. Par conséquent, en 2002, il a officiellement mis en place un réseau de contacts techniques dans les États membres, à savoir les «agents de liaison techniques». Ces agents de liaison jouent un rôle déterminant dans les relations entre l'Office et ses offices d'examen.

Les principes suivants s'appliquent:

- les agents de liaison techniques sont désignés par le membre habilité du conseil d'administration;
- chaque État membre dispose d'un seul agent de liaison technique;
- les changements d'agents de liaison techniques sont communiqués à l'OCW par l'intermédiaire du membre habilité du conseil d'administration.

Le rôle de l'agent de liaison technique peut en général être défini comme celui de point de contact pour l'Office à un niveau technique. Cela signifie notamment que:

- les invitations à la réunion annuelle des offices d'examen sont adressées en premier lieu à l'agent de liaison technique. Si celui-ci n'assiste pas à la réunion en personne, il communique à l'OCW le nom de la personne qui s'y rendra;
- les invitations aux groupes d'experts au niveau technique sont adressées en premier lieu à l'agent de liaison technique chargé de la nomination à l'OCW de l'expert concerné. Lorsqu'un groupe a été établi, les communications et les invitations ultérieures sont directement adressées à l'expert désigné;



Agents de liaison techniques et personnel de l'OCVW, décembre 2009, Angers

- l'agent de liaison technique est la personne chargée à l'échelon national de la diffusion des informations ayant une pertinence technique en ce qui concerne le régime de protection communautaire des obtentions végétales dans son pays ou au sein de son administration, à savoir informer les collègues (experts en culture) des conclusions dégagées lors de la réunion annuelle des offices d'examen, etc.;
- les études techniques, qui sont envoyées par l'OCVW pour collecter des informations, sont communiquées aux agents de liaison techniques. Citons à titre d'exemple:
 - les procédures relatives aux nouvelles espèces, pour préparer la proposition au conseil d'administration de la nomination des offices d'examen,
 - les questionnaires relatifs aux dates de clôture, aux exigences de qualité, aux essais relatifs aux organismes génétiquement modifiés (OGM), etc.;
- pour ce qui est des communications techniques générales, l'Office contacte d'abord les agents de liaison techniques. Les problèmes spécifiques (concernant une variété, par exemple) sont discutés en premier lieu au niveau de l'expert en culture de l'office d'examen et à celui de l'expert concerné au sein de l'OCVW.

La version actualisée de la liste des agents de liaison techniques habilités (au 31 décembre 2009) est présentée ci-dessous:

Bronislava Bátorová	UKSUP Central Controlling and Testing Institute in Agriculture Department of Variety Testing Variety Testing Department Slovaquie
Julia Borys	Coboru Centralny Ośrodek Badania Odmian Roślin Uprawnych Pologne
Elena Craita Checiu	State Office for Inventions and Trademarks Roumanie
Maureen Delia	Seeds and other Propagation Material Unit Plant Health Department Rural Affairs and Paying Agency Division Ministry of Rural Affairs and the Environment Malte

Gerhard Deneken	Ministry of Food, Agriculture and Fisheries Plant Directorate Department of Variety Testing Danemark
Dionysia Fasoula	Ministry of Agriculture, Natural Resources and Environment Department of Agriculture Chypre
José Fernandes	DGADR Direcção-Geral de Agricultura e Desenvolvimento Rural Divisão de Sementes, Variedades e Recursos Genéticos Portugal
Krieno Fikkert	Raad voor Plantenrassen Pays-Bas
Barbara Fürnweiger	Bundesamt für Ernährungssicherheit Autriche
Zsuzanna Füstös	Central Agricultural Office Hongrie
Primož Grižon	Ministry of Agriculture, Forestry and Food Phytosanitary Administration of the Republic of Slovenia Slovénie
Joël Guiard	GEVES Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences France
Sigita Juciuvienė	Lithuanian State Plant Varieties Testing Centre Lituanie
Sofija Kalinina	Ministry of Agriculture of the Republic of Latvia Seed Control Department Lettonie
Paivi Mannerkorpi	Commission européenne Direction générale de la santé et des consommateurs Unité 1 — Biotechnologies et santé des végétaux Belgique
David McGilloway	DAFF Department of Agriculture, Fisheries and Food Office of the Controller of Plant Breeders' Rights Irlande
Pavla Nikolova	Executive Agency of Variety Testing Ministry of Agriculture and Forestry Field Inspection and Seed Control Bulgarie
Kaarina Paavilainen	KTTK — Plant Production Inspection Centre Seed Testing Department Finlande
Eha Puusild	Estonian Agricultural Board Variety Department Estonie
Mara Ramans	PVRO Plant Variety Rights Office Department for Environment Food and Rural Affairs (DEFRA) Royaume-Uni
Beate Rücker	BSA Bundessortenamt Allemagne
Radmila Safarikova	UKZUZ Central Institute for Supervising and Testing in Agriculture Fruit Testing Station République tchèque

Luis Salaices Sánchez	OEV Oficina Española de Variedades Vegetales Ministerio de Medio Ambiente y Medio Rural y Marino Espagne
Achilios Sotiriou	Ministry of Rural Development and Food Variety Research Institute of Cultivated Plants Grèce
Karin Sperlingsson	Statens Utsädeskontroll Suède
Domenico Strazzulla	MIPAF Ministero delle Politiche Agricole e Forestali — Dipartimento della Qualità dei Prodotti Agroalimentari e dei Servizi Italie
Camille Vanslebrouck	OPRI Office de la propriété intellectuelle Belgique
Marc Weyland	Administration des services techniques de l'agriculture Service de la production végétale Luxembourg

10.5. Programme multibénéficiaire sur la participation de l'Albanie, de l'ancienne République yougoslave de Macédoine, de la Croatie, de la Serbie et de la Turquie au régime de PCOV

Depuis 2006, l'OCW participe au «programme multibénéficiaire» visant à préparer les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne. Ce programme a tout d'abord été créé pour la Croatie et la Turquie, avant d'être étendu, en 2008, à l'ancienne République yougoslave de Macédoine et, en 2009, à tous les pays de la région des Balkans occidentaux. L'Albanie et la Serbie ont manifesté leur intérêt pour une participation à ses activités.

Dans le cadre de ce programme, des représentants des autorités nationales de protection des obtentions végétales ont été invités à participer aux réunions d'experts en culture organisées à l'OCW. Par ailleurs, des experts des pays candidats ont été formés au sein des offices d'examen travaillant déjà pour le compte de l'OCW. Des experts européens se sont également chargés de la formation du personnel du pays candidat.

Les ateliers et les séminaires sont adaptés à la situation propre à chaque pays. Alors que, pour les derniers pays candidats, les activités étaient axées sur la réalisation d'enquêtes et sur les questions fondamentales, les experts des pays expérimentés ont reçu une formation spécialisée, notamment sur la méthode d'évaluation GAIA, qui a été enseignée aux experts croates.

En ce qui concerne justement la Croatie, les activités du programme ont aidé les autorités nationales à s'aligner sur le système communautaire de protection des obtentions végétales, et il convient de souligner, pour illustrer le succès du programme, qu'en 2010 la première activité de formation destinée aux autres pays candidats aura lieu en Croatie.

11. APPLICATION DU DROIT D'OBTENTEUR

11.1. Séminaires

Ces dernières années, l'Office a organisé des séminaires sur l'application du droit d'obtenteur de variétés végétales à Bruxelles, à Varsovie et à Madrid. Les derniers séminaires de cette série ont été organisés en 2008 par l'Office, en collaboration avec les autorités nationales, à Sofia et à Bucarest. Des fonctionnaires, des juristes, des obtenteurs, des agriculteurs et des membres du personnel de l'Office y ont présenté différents aspects de l'application des droits de l'Union et nationaux des obtenteurs aux termes du droit de l'Union européenne et de celui des États membres. Les discussions ayant eu lieu pendant ces séminaires démontrent qu'il s'agit d'un sujet aussi populaire dans les deux nouveaux États membres de l'UE que dans les autres États membres. Toutes les présentations effectuées au cours des séminaires ont été publiées sur le site internet de l'Office. Les organisations d'obteneurs ont manifesté leur intérêt pour ces séminaires, car, grâce à eux, les autorités nationales et d'autres acteurs font de ce thème important l'une de leurs priorités. En 2009, il a été décidé d'organiser un séminaire sur l'application du droit d'obtenteur à Athènes en 2010.

11.2. Semences de ferme

L'article 14 du règlement de base contient une dérogation à la portée des droits prévue à l'article 13, paragraphe 2, du règlement de base. Pour certaines espèces et dans certaines conditions, les agriculteurs peuvent utiliser les semences d'espèces protégées, récupérées pendant la récolte, pour les replanter à la saison suivante. L'expérience montre que les agriculteurs font souvent usage de cette dérogation, mais que, dans de nombreux cas, ils ne versent aucune rémunération aux titulaires des variétés protégées. La perception de la rémunération pour les semences de ferme se révèle néanmoins plus efficace dans certains États membres que dans d'autres. C'est pourquoi l'Office a chargé le Dr Hans-Walter Rutz, du Bundessortenamt, de réaliser une étude sur la collecte de la rémunération des semences de ferme et sur les différences entre les États membres dans ce domaine. La conclusion de cette étude indique que le manque d'efficacité de la perception des rémunérations s'explique principalement par les difficultés rencontrées par les titulaires pour obtenir les



Test de germination sur des semences, Pays-Bas

bonnes informations sur l'utilisation des semences de ferme. Un autre point soulevé dans les conclusions est que la définition des «petits agriculteurs» (exemptés de redevance pour l'utilisation des semences de ferme) est obsolète et difficile à appliquer.

À la suite de cette étude, l'Office a organisé en 2009 une réunion visant à analyser la situation, dans le but de déterminer s'il est possible d'améliorer l'information sur l'utilisation des semences de ferme dans le cadre des règles actuelles ou s'il convient de modifier celles-ci. Ont participé à cette réunion des obtenteurs, des agriculteurs, les États membres et la Commission, ainsi qu'un avocat, qui a présenté les règles applicables et la manière dont elles ont été interprétées par la Cour de justice. Des exemples de systèmes de perception efficaces ont été donnés, de même que des exemples de systèmes ne fonctionnant pas très bien. Lors de la conclusion de la réunion, l'existence de problèmes d'information sur l'utilisation des semences de ferme a été confirmée, ainsi que la nécessité de modifier, voire de supprimer, la définition des «petits agriculteurs» et la possibilité de préciser ce qu'on entend par «dans leur exploitation». Les agriculteurs ont souligné qu'un niveau élevé de respect des règles, avec l'obligation qui leur est faite de fournir des informations et de payer leur utilisation des semences de ferme, ne peut être atteint qu'à partir du moment où le système en vigueur est simple et convivial. Les participants à la réunion ont convenu qu'il serait mieux de discuter des modalités des éventuels changements en groupes de travail. Les présentations effectuées au cours de la réunion ont été publiées sur le site internet de l'Office.

Sur la base d'une proposition du président de l'Office, le conseil d'administration a décidé que l'Office devrait prendre l'initiative de créer un groupe de travail composé de représentants de toutes les parties prenantes concernées, afin d'analyser la manière dont la perception des rémunérations pour les semences de ferme pourrait être concrètement améliorée et s'il conviendrait de prendre des initiatives sur le plan législatif. L'Office a invité les parties prenantes à participer aux réunions prévues pour 2010.

11.3. Base de données contenant les décisions de justice relatives à la protection des obtentions végétales

L'un des défis dans l'application du droit d'obtenteur est que la procédure juridique peut se révéler assez complexe, de même que l'interprétation du droit dans ce domaine. L'étude de la jurisprudence est souvent utile au moment d'interpréter le droit et les instruments de procédure disponibles. C'est pourquoi l'Office a créé une base de données, disponible sur son site internet, contenant la jurisprudence des décisions rendues par les tribunaux de l'Union dans les affaires relatives aux droits des obtenteurs d'espèces végétales. Les textes complets des arrêts, dans leur langue d'origine, ainsi qu'un résumé en anglais, peuvent être téléchargés depuis la base de données. Un moteur de recherche est également disponible afin de trouver plus facilement les décisions pertinentes. L'Office travaille avec un contributeur de chaque État membre qui lui fournit les dernières décisions. Le juriste belge M. Philippe de Jong a aidé l'Office à mettre au point la base de données et à créer le réseau de contributeurs.

12. DÉVELOPPEMENTS DANS LE DOMAINE INFORMATIQUE

En 2009, l'OCW a mis au point plusieurs outils destinés à un usage tant interne qu'externe.

12.1. Publications en ligne

En 2009, le président de l'Office a décidé de produire en interne, dès 2010, trois publications au format électronique (le Bulletin officiel de l'Office, l'annexe du rapport annuel et l'édition spéciale S2 du Bulletin) pouvant être consultées ou téléchargées sur le site internet de l'OCW. Aux termes de cette décision, à partir de 2010, ces publications seront exclusivement publiées au format électronique. Pour appliquer cette décision, le service informatique a réalisé une étude et mis au point les logiciels nécessaires.

Le Bulletin officiel sera publié sur le site internet de l'OCW tous les deux mois, à partir de février 2010; l'annexe du rapport annuel le sera également en février 2010 et l'édition spéciale S2, elle, en septembre 2010.

L'OCW a profité de l'occasion pour apporter certaines améliorations à la présentation de ces publications, disponibles dans 22 langues officielles, et pour intégrer aux documents PDF certains outils de navigation qui rendront leur consultation plus conviviale.

Un système d'abonnement gratuit sera mis au point et ajouté à la lettre d'information de l'OCW qui sera publiée au second semestre de 2010. Les abonnés seront également informés en ligne de la parution des nouvelles publications.

12.2. Demandes en ligne

En 2007, l'OCW a décidé de créer un système de demandes en ligne afin de permettre aux demandeurs et aux mandataires de remplir des formulaires électroniques et d'introduire électroniquement leurs demandes auprès de l'OCW.

Le développement du projet a commencé en 2008, et le système devrait être proposé aux demandeurs au début de mars 2010. Pendant la phase de lancement, les demandes en ligne ne seront possibles que pour un nombre limité d'espèces (pommes de terre, pêcheurs, laitues, chrysanthèmes et roses) et uniquement en anglais. L'Office a toutefois l'intention de proposer le formulaire de demande et tous les questionnaires techniques en allemand, en français et en néerlandais d'ici à la fin de 2010.

L'Office s'est également engagé à mettre le système à la disposition des États membres qui souhaitent l'utiliser.

12.3. Coopération en matière d'examen des dénominations variétales

L'Office a élaboré un nouveau projet de coopération en matière d'examen des dénominations variétales dans le but d'harmoniser, dans toute l'UE, la mise en œuvre des règles relatives à l'éligibilité des dénominations variétales. Les autorités nationales des États membres ont la possibilité de demander à l'OCW, en ligne, des conseils sur l'adéquation de leurs nouvelles propositions de dénominations avant qu'elles ne soient publiées. En cas d'avis divergents, des échanges de points de vue pourront avoir lieu, mais la décision sera de toute façon prise par l'autorité du pays dans lequel la demande d'enregistrement a eu lieu. Cet outil devrait être opérationnel dans la base de données de l'OCW sur les dénominations variétales dès février 2010.

12.4. Mise en place de «Docman», système de gestion de contenu électronique (GCE)

En 2008, l'Office a lancé la mise en œuvre du système de GCE EverSuite (Docman), publié par la société Ever Team. Les documents relatifs aux dossiers de demande et aux activités administratives (factures, documents comptables, documents des ressources humaines, documents de la présidence, etc.) ont été intégrés à Docman en 2008.

En 2009, l'Office a poursuivi l'intégration d'autres types de documents: documents relatifs aux recours, documents du service juridique, documents du service d'audit qualité, documents relatifs aux questions techniques, documents de tierces parties. En novembre 2009, après plusieurs mois d'essais, le président de l'Office a décidé d'utiliser ce système de GCE comme registre officiel des demandes et des titres. À la fin de 2009, la plupart des documents de l'agence étaient gérés avec Docman. À l'avenir, ce système de référencement des documents devrait notamment être utilisé pour la publication électronique de documents sur l'internet et pour l'échange de documents avec les clients et d'autres tiers.

13. COOPÉRATION AVEC LA DG SANTÉ ET CONSOMMATEURS

Les comités suivants sont organisés de manière plus ou moins régulière par la Commission européenne. Des agents de l'Office assistent à ces réunions en tant qu'observateurs, au cas où les points à l'ordre du jour présenteraient un intérêt pour l'Office.

13.1. Comité permanent de la protection communautaire des obtentions végétales

Ce comité ne s'est pas réuni en 2009.

13.2. Comité permanent des semences et plants agricoles, horticoles et forestiers

Ce comité s'est réuni à quatre reprises à Bruxelles en 2009, et des agents de l'Office ont assisté à toutes les réunions.

Tout au long de l'année 2009, l'OCW s'est particulièrement intéressé aux thèmes suivants:

- la discussion sur une proposition de directive de la Commission modifiant les directives 2003/90/CE et 2003/91/CE de la Commission établissant des modalités d'application de l'article 7 de la directive 2002/55/CE du Conseil en ce qui concerne les caractères devant être couverts au minimum par l'examen et les conditions minimales pour l'examen de certaines variétés d'espèces potagères;
- la suite de la discussion sur un projet de proposition de la Commission concernant l'admission des variétés locales et variétés menacées d'érosion génétique à des fins de commercialisation;
- la mise à jour des noms botaniques des espèces végétales;
- les discussions sur les porte-greffes pour les plants de plantes potagères;
- la discussion sur un projet de règlement de la Commission établissant des modalités d'application concernant l'éligibilité des dénominations variétales des espèces agricoles et potagères (version codifiée);
- le programme d'essais comparatifs communautaires;
- l'avancée du réexamen, par la Commission, de la législation relative aux semences et aux plants;
- les discussions sur le programme de travail de la Commission pour 2010.

13.3. Comité permanent pour les matériels de multiplication des plantes ornementales

Ce comité ne s'est pas réuni en 2009.

13.4. Comité permanent pour les matériels de multiplication et les plantes des genres et espèces de fruits

Ce comité s'est réuni à deux reprises en 2009. L'OCW a participé aux deux réunions. L'Office s'est intéressé aux thèmes suivants:

- la suite de la discussion sur d'éventuelles mesures d'application de la directive 2008/90/CE du Conseil;
- la première discussion sur l'éventuelle adoption d'un système de certification pour les matériels de multiplication de plantes fruitières et les plantes fruitières.

L'Office a également pris part à trois groupes de travail organisés par la Commission dans le but d'élaborer des projets de propositions relatives aux modalités d'application susmentionnées.

13.5. Groupes de travail du Conseil

Invité par la DG Santé et consommateurs à intégrer la représentation de la Commission européenne, l'OCW a participé à plusieurs instances préparatoires compétentes du Conseil.

Tout au long de l'année 2009, l'OCW s'est particulièrement intéressé aux thèmes suivants:

- coordination des réunions de l'UPOV (conseil, comité consultatif et comité administratif et juridique);
- préparation des prochaines réunions de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (régimes pour la certification variétale des semences échangées au niveau international).

14. CONTACTS AVEC LES ORGANISATIONS EXTERNES

14.1. Contacts avec la Ciopora et l'ESA

L'OCW entretient des relations étroites avec les deux organisations d'obteneurs de variétés végétales, qui représentent les utilisateurs de notre système: la Communauté internationale des obteneurs de plantes ornementales et fruitières à reproduction asexuée (Ciopora) et l'European Seed Association (ESA) qui représente les obteneurs de variétés agricoles et potagères au niveau européen. Les représentants des deux organisations prennent part à toutes les réunions d'experts techniques pertinentes organisées par l'Office, ainsi qu'à son programme de recherche et de développement. La Ciopora et l'ESA participent activement et contribuent aux séminaires et ateliers organisés par l'OCW pour diffuser des informations sur tous les aspects du régime de protection communautaire des obtentions végétales.

Afin de permettre aux deux organisations de faire connaître leurs points de vue sur les questions devant être examinées par le conseil d'administration, une délégation de l'OCW et du conseil d'administration se réunit avec des représentants de la Ciopora et de l'ESA peu de temps avant chaque réunion du conseil d'administration.

Lors de sa réunion du mois d'octobre de l'année visée par le présent rapport, le conseil d'administration a pris la décision de principe d'accorder le statut d'observateur aux organisations représentatives des obteneurs. Cette décision sera appliquée en 2010.

En 2009, l'OCW a assisté aux réunions annuelles de la Ciopora et de l'ESA, qui se sont tenues respectivement à Campinas (Brésil) et à Bruxelles (Belgique).

14.2. Contacts avec l'UPOV

L'OCW participe aux activités de l'UPOV depuis 1996. En juillet 2005, la Communauté européenne est devenue membre de l'UPOV.



Réunion annuelle UPOV-TWO, septembre 2009, Angers

En tant que membres de la délégation de l'Union européenne, les agents de l'OCW ont participé en 2009 aux travaux de l'UPOV et assisté aux réunions des instances et comités suivants de l'Union internationale:

- conseil de l'UPOV;
- comité administratif et juridique;
- comité technique;
- comité consultatif;
- groupes de travail techniques [plantes agricoles; plantes potagères; plantes fruitières; plantes ornementales et arbres forestiers; méthodes biochimiques et moléculaires, notamment les profils d'ADN (BMT)]; en juin, l'OCW a participé pour la première fois au groupe de travail technique sur les systèmes d'automatisation et les programmes d'ordinateur (TWC), organisé à Alexandrie (États-Unis);
- groupe consultatif du comité administratif et juridique.

En septembre 2009, l'OCW a organisé, à Angers, le groupe de travail technique sur les plantes ornementales et les arbres forestiers (TWO).

En 2009, le chef de l'unité technique a participé aux réunions du comité éditorial élargi, en qualité de président du groupe de travail technique sur les plantes agricoles (TWA).

L'OCW a également assisté, en septembre, à la deuxième conférence mondiale sur les semences, organisée conjointement par l'UPOV, l'OCDE, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'International Seed Testing Association (ISTA) et l'International Seed Federation (ISF) à Rome.

L'OCW a également collaboré au cycle de formation destiné aux pays d'Amérique latine et consacré à la protection des droits des obtenteurs d'espèces végétales, organisé par l'UPOV, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et les autorités espagnoles à Santa Cruz de la Sierra (Bolivie) au mois de novembre.



Réunion annuelle UPOV-TWO, septembre 2009, Angers

Le vice-secrétaire général de l'UPOV participe à la plupart des réunions du conseil d'administration de l'OCW. Le personnel de direction de l'UPOV assiste également régulièrement aux réunions d'experts ou aux groupes de travail organisés par l'OCW qui traitent des aspects techniques et juridiques revêtant un intérêt commun.

En octobre 2004, l'OCW a signé un protocole d'accord avec l'UPOV portant sur un programme de coopération. Dans ce cadre, l'OCW a échangé des informations avec l'UPOV lors du développement de sa base de données centralisée sur les dénominations variétales afin d'assurer la compatibilité avec la base de données existante sur les variétés végétales de l'UPOV (UPOV-ROM). Les deux bases de données contiennent des informations sur les variétés végétales pour lesquelles une protection a été octroyée ou qui font l'objet d'une demande de protection, de même que sur celles qui sont intégrées dans les listes nationales des variétés à des fins de commercialisation.

La base de données centralisée de l'OCW repose sur des codes attribués à des noms botaniques qui sont arrêtés par l'UPOV. Depuis sa mise en service en juillet 2005, l'Office et l'UPOV mettent largement en commun leurs données respectives, l'UPOV recueillant des données auprès de pays membres de l'UPOV mais non membres de l'UE, tandis que l'Office compile les données en provenance de l'UE. L'OCW a collaboré avec l'UPOV à l'attribution des codes aux noms d'espèces de variétés de l'UPOV-ROM.

Plusieurs régions du monde regroupant des membres de l'UPOV, telles que l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, commencent à s'intéresser aux aspects précis et aux résultats des régimes de protection des variétés végétales de dimension régionale ainsi qu'à l'expérience acquise en la matière. Il est fréquent que l'OCW envoie des intervenants dans les colloques et séminaires techniques organisés par l'UPOV.

14.3. Contacts avec l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI)

L'OAPI, organisation intergouvernementale établie à Yaoundé (Cameroun), veille à l'application de la convention de Bangui qui a institué un système régional de protection des droits de propriété intellectuelle dont fait partie la protection des obtentions végétales. Elle est, de ce fait, particulièrement intéressée par l'expérience acquise par l'OCW dans la gestion d'un système communautaire.

Le président de l'Office et le directeur général de l'OAPI ont conclu un protocole d'accord établissant le cadre d'une future coopération. La décision du conseil d'administration de l'OAPI de rendre le système de protection du droit d'obtenteur opérationnel en 2006 et sa mise en œuvre offriront de multiples occasions de coopérer dans plusieurs domaines d'activité.

Il est procédé à un échange régulier de publications.



Délégation de l'OAPI à l'OCW, décembre 2009

Au mois d'avril de l'année visée par le présent rapport, le vice-président de l'OCW a participé à un séminaire organisé par l'OAPI sur la protection des variétés végétales, dans le cadre de la convention de l'UPOV qui s'est tenue à Douala (Cameroun).

Des agents de l'OAPI ont effectué une visite d'étude auprès de l'OCW en décembre 2009.

14.4. Contacts avec l'OCDE

L'OCW suit de près les activités de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) dans le secteur des semences et des variétés végétales. Le vice-président de l'OCW a assisté aux réunions du groupe consultatif élargi et du groupe de travail technique sur l'identité et la pureté des espèces végétales, qui ont eu lieu à Paris en janvier et en novembre 2009, ainsi qu'à la réunion annuelle de l'OCDE à Paris en juin 2009.

14.5. Autres contacts

L'OCW entretient des contacts externes réguliers en participant aux réunions organisées par:

- la direction générale des ressources humaines et de la sécurité de la Commission: questions liées à la mise en œuvre du statut du personnel;
- la direction générale du budget de la Commission: mise en œuvre du nouveau règlement financier et de la fonction d'audit interne;
- les responsables des agences européennes de certification des semences.

D'autres domaines d'activité extérieure peuvent également être mentionnés, notamment:

- le conseil d'administration du Centre de traduction;
- la coordination des agences de l'UE au niveau de la direction;
- la réunion annuelle de coordination de l'Office des publications avec les agences de l'UE.

15. ACCÈS PUBLIC AUX DOCUMENTS DE L'OCVV

En 2001, des règles spécifiques relatives à l'accès public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission ont été instaurées par l'adoption du règlement (CE) n° 1049/2001 ^(?). Afin que cette réglementation s'applique également aux documents de l'Office, un nouvel article, l'article 33 *bis*, a été ajouté en 2003 au règlement de base par l'adoption du règlement (CE) n° 1650/2003 ^(?).

L'article 33 *bis* comporte les éléments suivants:

- le règlement (CE) n° 1049/2001 relatif à l'accès public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission s'applique également aux documents détenus par l'Office. Cette disposition est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2003;
- le conseil d'administration arrête les modalités pratiques d'application du règlement (CE) n° 1049/2001. Le conseil d'administration a adopté ces modalités le 25 mars 2004. Ces règles sont entrées en vigueur le 1^{er} avril 2004;
- les décisions prises par l'Office sur l'accès public aux documents peuvent faire l'objet d'une plainte auprès du Médiateur européen ou d'un recours devant la Cour de justice.

Le règlement (CE) n° 1049/2001 et les règles adoptées par le conseil d'administration sont disponibles sur le site internet de l'Office. Des informations sur ces règles ont aussi été diffusées sur le site internet de l'Office, tout comme l'ont été les formulaires à utiliser pour demander l'accès à un document.

L'Office assure le suivi de la mise en œuvre et de l'application des règles régissant l'accès du public aux documents en produisant un rapport annuel sur des informations telles que le nombre de cas où l'Office a refusé cet accès et les motifs de ces refus.

Année de réception	Nombre de demandes d'accès reçues	Nombre de refus	Raisons du refus	Demandes de confirmation
2004	30	6 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2005	55	2 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2006	58	6 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé	
2007	55	17 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	2 (réussies)
2008	57	19 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées	
2009	54	28 (partiels)	Questionnaire technique confidentiel non envoyé/ informations d'intérêt commercial non envoyées/ photos non disponibles	2 (réussies)

(?) Règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission (JO L 145 du 31.5.2001, p. 43).

(?) Règlement (CE) n° 1650/2003 du Conseil du 18 juin 2003 modifiant le règlement (CE) n° 2100/94 instituant un régime de protection communautaire des obtentions végétales (JO L 245 du 29.9.2003, p. 28).

16. RAPPORT DE LA DÉLÉGUÉE À LA PROTECTION DES DONNÉES DE L'OCVV

16.1. Contexte juridique

Le règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données a été adopté dans le but de se conformer à l'article 286 du traité instituant la Communauté européenne. Cet article dispose en effet que les actes de l'UE relatifs à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données sont applicables aux institutions et organes de l'UE.

Le traitement des données a une signification relativement vaste et n'implique pas seulement le transfert des données à des tiers, mais aussi la collecte, l'enregistrement et le stockage des données, que ces opérations se fassent ou non par voie électronique.

16.2. Rôle et tâches de la déléguée à la protection des données

Le règlement (CE) n° 45/2001 exige la nomination d'au moins un délégué à la protection des données au sein des institutions et agences de l'UE, lequel doit garantir, de manière indépendante, l'application interne des dispositions du règlement.

Le délégué à la protection des données tient un registre de toutes les opérations de traitement des données à caractère personnel au sein des institutions ou agences et fournit des informations sur les droits et obligations, propose des services et formule des recommandations. Celui-ci notifie au Contrôleur européen de la protection des données (CEPD) les opérations de traitement susceptibles de présenter des risques particuliers et répond aux demandes du Contrôleur.

Par décision du président du 24 avril 2007, une nouvelle déléguée à la protection des données de l'OCVV a été désignée pour un mandat de deux ans. Ce mandat a été renouvelé en 2009. Cette même année, un agent temporaire a été embauché pour une période de neuf mois afin d'assister la déléguée à la protection des données pour l'application des règles relatives à la protection des données à caractère personnel.

16.3. Rapport de la déléguée à la protection des données pour 2009

La déléguée à la protection des données de l'Office a élaboré, pour l'année 2009, un «plan d'action» qu'elle a mené à bien dans les domaines suivants:

- elle a mis en place un registre contenant les procédures de l'OCW aux termes desquelles les données à caractère personnel sont traitées sur l'intranet de l'OCW;
- elle a mis à jour l'inventaire du traitement des données à caractère personnel;
- elle a évalué les procédures de l'Office et a soumis des notifications préalables au CEPD;
- elle a organisé des réunions internes avec les contrôleurs responsables du traitement des données à caractère personnel;
- elle a élaboré plusieurs communications sur la protection des données qui ont été diffusées sur le site internet et sur l'intranet de l'OCW;
- elle a conseillé la direction sur les questions relatives à la protection des données.

Par ailleurs, la déléguée à la protection des données et son assistant ont participé à des réunions des délégués à la protection des données organisées par le CEPD et les délégués à la protection des données des autres institutions et agences de l'UE.

17. PROCÉDURES DE RECOURS

17.1. Composition de la Chambre de recours de l'OCW

La Chambre de recours de l'OCW se compose d'un président, d'un suppléant du président ainsi que de membres qualifiés.

17.1.1. Président et suppléant du président de la Chambre de recours

Le président de la Chambre de recours, M. Paul van der Kooij, et son suppléant, M. Timothy Millett, ont été nommés pour un mandat de cinq ans par la décision 2007/858/CE du Conseil du 17 décembre 2007 (JO L 337 du 21.12.2007, p. 105).

17.1.2. Membres qualifiés de la Chambre de recours

Conformément à la procédure prévue à l'article 47, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 2100/94, le conseil d'administration de l'OCW a, lors de sa session des 14 et 15 mars 2006, adopté la liste des membres qualifiés suivante pour la Chambre de recours pour une période de cinq années à compter du 23 février 2006.

Liste des membres qualifiés pour la période 2006-2011

- | | |
|--------------------------------|---|
| 1. Andersen, Preben Veilstrup | 27. Mijs, Jan Willem |
| 2. Balzanelli, Sergio | 28. Millett, Timothy |
| 3. Barendrecht, Cornelis Joost | 29. Oliviusson, Peter |
| 4. Beslier, Stéphane | 30. Patacho, Rosa Hermelinda Vieira Martins |
| 5. Bianchi, Pier Giacomo | 31. Pause, Christof Frank |
| 6. Bianchi, Richard | 32. Perracino, Mauro |
| 7. Blouet, Françoise | 33. Petit-Pigeard, Roland |
| 8. Bonne, Sophia | 34. Pinheiro de Carvalho, Miguel Ângelo Almeida |
| 9. Borrini, Stefano | 35. Reheul, Dirk |
| 10. Bould, Aubrey | 36. Riechenberg, Kurt |
| 11. Bra, Maria | 37. Roberts, Timothy Wace |
| 12. Brand, Richard | 38. Rofes I Pujol, Maria Isabel |
| 13. Calvache Quesada, David | 39. Rosa-Perez, José-Manuel |
| 14. Chanzá Jordán, Dionisio | 40. Royon, René |
| 15. Chartier, Philippe | 41. Rücker, Beate |
| 16. Csurös, Zoltán | 42. Russo, Pietro |
| 17. Del Rio Pascual, Amparo | 43. Santangelo, Enrico |
| 18. Gresta, Fabio | 44. Scott, Elizabeth |
| 19. Guiard, Joël | 45. Siboni, Eugenio |
| 20. Guissart, Alain | 46. Turrisi, Rosario Ennio |
| 21. Köller, Michael | 47. Ullrich, Hanns |
| 22. Kralik, Andrej | 48. van der Kooij, Paul |
| 23. Laurens, François | 49. Van Marrewijk, Nico |
| 24. López-Aranda, José Manuel | 50. Van Overwalle, Geertrui |
| 25. Margellos, Théophile | 51. Veiga da Cruz de Sousa, Pedro António |
| 26. Menne, Andrea | 52. Wiesner, Ivo |

17.2. Décisions de la Chambre de recours en 2009

En 2009, la Chambre de recours s'est réunie à trois reprises et a rendu quatre décisions. En effet, deux dossiers de recours, A 005/2008 et A 010/2008, ont été traités ensemble.

17.2.1. Recours A 010/2007 — «Lemon Symphony»

Le 5 septembre 1996, M. Jørn Hansson a introduit une demande portant sur la variété «Lemon Symphony» de l'espèce *Osteospermum ecklonis*. La PCOV a été accordée le 6 avril 1999.

Le 11 avril 2007, le requérant a introduit une demande d'annulation de la PCOV «Lemon Symphony», faisant valoir que le matériel végétal soumis ne satisfaisait pas aux exigences, car il avait été traité avec un régulateur de croissance. Il a également prétendu qu'étant donné que «Lemon Symphony» n'avait pas été testé entre 1997 et 2001, plusieurs caractéristiques avaient considérablement changé. Cette demande a été rejetée par l'OCW le 10 mai 2007.

Le 1^{er} octobre 2007, un recours a été déposé pour contester le refus de l'OCW de déclarer la protection de «Lemon Symphony» nulle et non avenue.

La Chambre de recours a estimé que le recours formé à l'encontre de la lettre de l'OCW du 10 mai 2007 par laquelle l'Office signifiait son refus d'annuler la protection était admissible, quand bien même aucune décision formelle n'avait été rendue, car «une décision existe à partir du moment où son contenu présente les caractéristiques d'une décision relative aux droits des parties concernées et donne l'impression d'avoir un caractère définitif».

La Chambre de recours a considéré que le recours était insuffisamment fondé.

Selon elle, l'influence du régulateur de croissance n'a pas affecté les essais, et l'examen de «Lemon Symphony» par le Bundessortenamt a été correctement réalisé, conformément au protocole national en vigueur à l'époque et compte tenu de l'absence de lignes directrices de l'UPOV, en 1997, pour l'espèce *Osteospermum*.



Réunion de la Chambre de recours, septembre 2009, France

La Chambre a estimé que la modification de la description de la variété était justifiée, vu qu'un nouveau protocole pour l'espèce *Osteospermum* avait été adopté par l'OCW en 2000, modifiant certaines échelles utilisées dans le cadre de la procédure d'examen, par rapport à 1997.

Par conséquent, la Chambre de recours a rejeté le recours et condamné le requérant à supporter les frais de la procédure, aux termes de l'article 85 du règlement (CE) n° 2100/94 du 27 juillet 1994.

17.2.2. Recours A 004/2008 — «Gold Star» — et A 005/2008 — «Fach004»

Le 15 mai 2008, Hortis Holland B.V. a formé un recours au nom de Fachjan B.V. à l'encontre de la décision C 316 annulant la PCOV pour la variété «Gold Star» de l'espèce *Beaucarnea* Lem. et à l'encontre de la décision R 827 refusant d'accorder une PCOV pour la variété «Fach004» de la même espèce, au motif d'un manque d'homogénéité et de stabilité.

Au cours de l'examen technique, il a été demandé au requérant de fournir de nouveaux matériels pour la variété «Fach004», car les plantes qui avaient été fournies étaient de vieilles plantes étêtées. Les plantes de «Gold Star», présentées en tant que variété de référence, ne correspondaient pas aux matériels mentionnés dans la description de la variété faite en 2004, ce qui a amené à remettre en question la stabilité de la variété. Une vérification technique de celle-ci a donc été entreprise. Le requérant a également été prié d'informer l'Office des conditions de culture qui étaient, selon lui, appropriées.

Le 4 juin 2007, l'OCW a informé le requérant des résultats de la vérification technique de «Gold Star» et de l'examen de «Fach004». «Gold Star» manquait d'homogénéité en termes de largeur et de couleur des feuilles; «Fach004», quant à elle, manquait d'homogénéité en termes de largeur des feuilles et de hauteur des plantes. La demande portant sur «Fach004» a donc été refusée, et la protection de la variété «Gold Star» a été annulée.

Dans son recours du 15 mai 2008, Fachjan B.V. contestait les conditions de culture dans lesquelles les examens ont été réalisés. Il réclamait la réformation des deux décisions, une nouvelle vérification de «Gold Star» et un réexamen de «Fach004» par le Naktuinbouw aux Pays-Bas, ainsi que l'indemnisation des coûts supportés jusqu'à la date du recours.

La Chambre de recours a estimé que le recours était recevable, mais non entièrement fondé. Selon elle, la contestation, par le requérant, des conditions de culture devait être considérée comme réaliste, bien que le requérant n'ait pas répondu aux demandes répétées de l'OCW et du Bundessortenamt qui le priaient de fournir des renseignements sur les conditions de culture. Selon la Chambre, la conception d'essais et les conditions de culture n'avaient pas été réalisées dans des circonstances optimales.

Par conséquent, le 21 avril 2009, la Chambre de recours a décidé d'annuler les décisions C 316 et R 827 et a ordonné à l'OCW de faire réaliser des examens complémentaires des

deux variétés, à ses frais, par le Bundessortenamt. Le remboursement des frais antérieurs a été refusé, et les deux tiers des frais exposés aux fins du recours ont été remboursés.

17.2.3. Recours A 010/2008 — «Jewel»

Le 28 juin 2004, Rusticas Del Guadalquivir, représentant Florida Foundation Seed Producers Inc., a demandé la protection communautaire de la variété «Jewel» de l'espèce *Vaccinium corymbosum* L.

En 2005, le Bundessortenamt, qui était l'office d'examen désigné, a réalisé un examen technique, en utilisant les lignes directrices TG/137/3 de l'UPOV, sur quatre plants de ladite variété. Les responsables des examens ont constaté un manque d'homogénéité de la variété «Jewel», au cours de deux saisons d'observation, pour l'un des quatre plants et concernant une caractéristique qui ne figurait pas dans ces lignes directrices.

Par conséquent, l'OCW a refusé d'accorder la protection de la variété «Jewel». Le demandeur a fait appel de cette décision le 22 octobre 2008 en faisant valoir ce qui suit:

- les conditions agroclimatiques n'étaient pas adaptées à la culture de «Jewel»;
- la méthode de culture de la variété pourrait avoir affecté le développement des plantes et aurait ainsi provoqué des différences entre elles en ce qui concerne l'expression de certaines caractéristiques;
- la qualité du matériel végétal (méthode de culture des plantes, matériel végétal trop jeune, mélange des variétés par l'office d'examen, etc.) pourrait également avoir affecté la croissance des plants et causé des différences entre eux;
- le protocole n'était pas adapté à l'examen de variétés de myrtilles.

Tous les arguments précités ont été réfutés par l'office d'examen et par l'OCW.

Le recours a été considéré comme recevable et fondé. La Chambre de recours a annulé la décision R 853 du 25 août 2008 et condamné l'OCW aux dépens encourus dans le cadre du recours. La Chambre a fondé sa décision sur les motifs suivants:

- les conditions de réalisation des essais et des observations ne pouvaient pas expliquer les différences observées sur la plante ayant été déclarée comme appartenant à un type différent au sein de la variété «Jewel». L'expérience de l'office d'examen et les résultats obtenus sur d'autres variétés du même type indiquaient clairement que l'examen de cette variété a été réalisé dans des conditions garantissant une évaluation équitable des critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité;

- l'argument du requérant relatif à la qualité du matériel végétal délivré pour l'examen n'était pas pertinent concernant la méthode de culture dudit matériel végétal, dans la mesure où il lui appartenait d'adopter une méthode de culture homogène permettant d'éviter toute cause d'hétérogénéité malvenue. La théorie avancée par le requérant, selon laquelle les plants auraient été mélangés par l'office d'examen, est très peu probable étant donné que les plants fournis avaient été étiquetés individuellement;
- les observations du requérant relatives aux lignes directrices ont été jugées irrecevables. La Chambre de recours a confirmé les arguments de l'OCW relatifs au chapitre 6 (sous-chapitre 6.2) de l'introduction générale de l'UPOV sur les examens DHS (document TG/1/3) indiquant que toute caractéristique, qu'elle soit ou non reprise dans le protocole, pouvait être utilisée pour évaluer l'homogénéité d'une variété faisant l'objet d'une demande [comme également confirmé par l'article 8 du règlement (CE) n° 2100/94]. Toutefois, la Chambre a considéré que l'utilisation d'une caractéristique supplémentaire aurait dû faire l'objet d'une approbation préalable par le président de l'OCW [voir l'article 23 du règlement (CE) n° 874/2009]. Cela n'ayant pas été fait, la différence observée au sujet de cette caractéristique et sur laquelle a été fondée la non-homogénéité de la variété «Jewel» n'aurait pas dû être prise en considération pour l'examen en question.

17.2.4. Recours A 011/2008 — «Santa Fe»

Le 28 juin 2004, Rusticas del Guadalquivir, représentant Florida Foundation Seed Producers Inc., a demandé la protection communautaire de la variété «Santa Fe» de l'espèce *Vaccinium corymbosum* L.

En 2005, le Bundessortenamt, qui était l'office d'examen désigné, a réalisé un examen technique, en utilisant le protocole technique TG/137/3 validé par l'UPOV, sur quatre plants de ladite variété. Les responsables des examens ont constaté un manque d'homogénéité de la variété «Santa Fe» pour deux des quatre plants, qui «présentaient une sorte de croissance condensée, compacte et ramifiée donnant à la plante un aspect différent par rapport aux deux autres».

Par la décision R 855 du 25 août 2008, l'OCW a donc refusé la demande de protection de la variété «Santa Fe». Le demandeur a fait appel de cette décision le 22 octobre 2008 en faisant valoir ce qui suit:

- les conditions agroclimatiques n'étaient pas adaptées à la culture de «Santa Fe»;
- la méthode de culture de la variété pourrait avoir affecté le développement des plants et aurait ainsi provoqué des différences entre eux en ce qui concerne l'expression de certaines caractéristiques;
- la qualité du matériel végétal (méthode de culture des plants, matériel végétal trop jeune, mélange des variétés par l'office d'examen, etc.) pourrait également avoir affecté la croissance des plantes et causé des différences entre elles;
- les lignes directrices n'étaient pas adaptées à l'examen de variétés de myrtilles.

Tous les arguments précités ont été réfutés par l'office d'examen et par l'OCW.

Le 8 octobre 2009, le recours a été considéré comme recevable, mais non fondé. La Chambre de recours a donc annulé la décision R 855 du 25 août 2008 et condamné le requérant aux dépens encourus dans le cadre du recours.

La Chambre a fondé sa décision sur les motifs suivants:

- l'erreur soulignée par l'OCW dans l'annexe à la décision rejetant la demande de protection de «Santa Fe» n'a eu aucune incidence sur la régularité de la procédure;
- les conditions de réalisation des essais et des observations ne pouvaient pas à elles seules expliquer les différences observées sur les plants ayant été déclarés comme appartenant à un type différent au sein de la variété «Santa Fe». L'expérience de l'office d'examen et les résultats obtenus sur d'autres variétés du même type indiquaient clairement que l'examen de cette variété a été réalisé dans des conditions garantissant une évaluation équitable des critères de distinction, d'homogénéité et de stabilité;
- l'argument du requérant relatif à la qualité du matériel végétal délivré pour l'examen n'était pas pertinent concernant la méthode de culture dudit matériel végétal, dans la mesure où il lui appartenait d'adopter une méthode de culture homogène permettant d'éviter toute cause d'hétérogénéité malvenue. La théorie avancée par le requérant, selon laquelle les plants auraient été mélangés par l'office d'examen, est très peu probable étant donné que les plants fournis avaient été étiquetés individuellement;
- les observations du requérant relatives aux lignes directrices étaient irrecevables, car elles se fondaient sur des éléments des lignes directrices en vigueur à l'époque de la demande de protection qui avaient été respectés par l'office d'examen;
- les plants considérés comme différents par l'office d'examen l'étaient sur la base d'une caractéristique figurant dans les lignes directrices applicables à cette espèce à la date de l'introduction de la demande de protection.

17.3. Autre pourvoi formé devant la Cour de justice de l'Union européenne en 2009

Conformément à l'article 73 du règlement (CE) n° 2100/94, les décisions de la Chambre de recours sont susceptibles d'un pourvoi en cassation devant la Cour de justice.

17.3.1. Pourvois formés en 2009

Aucun pourvoi n'a été formé contre des décisions de la Chambre de recours en 2009.

17.3.2. Arrêts du Tribunal de l'Union européenne

Aucun arrêt n'a été rendu par le Tribunal en 2009.

17.4. Recours reçus par l'OCV et décisions prises par la Chambre de recours depuis son entrée en fonction

Nombre de recours reçus par l'OCV	Motifs des recours reçus	Nombre de décisions prises par la Chambre de recours	Numéro de la décision et date	Date de publication au <i>Bulletin officiel</i> de l'OCV
1996				
0	Non applicable (n/a)	0	n/a	n/a
1997				
2	– Dénomination variétale (1) – Nouveauté (1)	0	n/a	n/a
1998				
2	– Dénomination variétale (1) – Nouveauté (1)	0	n/a	n/a
1999				
2	– Distinction (1) – Nouveauté (1)	1	A2/98 du 14.9.1999	15.4.2000
2000				
8	– Distinction (1) – Article 55, paragraphe 4, du RB (*) (3) – Non-paiement des taxes annuelles (4)	2	A1/99 du 25.1.2000 A2/99 du 19.5.2000 (décision intérimaire)	15.4.2000 15.4.2000
2001				
1	Article 8 du RB (1)	2	A2/00 du 27.3.2001 A4/00 du 6.12.2001	15.6.2001 15.4.2002
2002				
35	– Non-paiement des taxes annuelles (25) – Distinction (8) – Article 11 du RB (1) – Article 55 du RB (1)	1	A5/00 du 28.5.2002	15.8.2002

(*) RB: règlement de base [règlement (CE) n° 2100/94 du Conseil].

Nombre de recours reçus par l'OCVV	Motifs des recours reçus	Nombre de décisions prises par la Chambre de recours	Numéro de la décision et date	Date de publication au <i>Bulletin officiel</i> de l'OCVV
2003				
6	<ul style="list-style-type: none"> – Article 7 du RB (3) – Article 8 du RB (2) – Article 55 du RB (1) 	15	A5/02 du 2.4.2003 A1/02-2/02-3/02 du 1.4.2003 A018/2002 du 14.5.2003 A8/02-9/02-10/02-11/02-12/02-13/02 du 15.5.2003 A017/2002 du 3.4.2003 A023/2002 du 8.10.2003 A031/2002 du 8.12.2003 A021/2002 du 9.12.2003	15.6.2003 15.6.2003 15.8.2003 15.8.2003 15.6.2003 15.12.2003 15.2.2004 15.2.2004
2004				
8	<ul style="list-style-type: none"> – Article 20 (1) – Non-paiement des taxes annuelles (1) – Distinction (3) – Dénomination variétale (1) – Uniformité (1) – Nouveauté (1) 	5	A003/03 du 4.6.2004 A004/03 du 4.6.2004 A005/03-006/03 du 28.9.2004 A001/2004 du 16.12.2004	15.8.2004 15.8.2004 15.12.2004 15.2.2005
2005				
4	<ul style="list-style-type: none"> – Article 11 du RB (1) – Distinction (2) – Article 10 (1) 	4	A006/2004 du 15.6.2005 A005/2004 du 16.6.2005 A004/2004 du 18.7.2005 A001/2005 du 8.11.2005	15.8.2005 15.8.2005 15.10.2005 15.1.2006
2006				
1	Non-paiement des taxes annuelles (1)	3	A003/2004 du 2.5.2006 A004/2005 du 13.10.2006 A007/2005 du 7.7.2006	15.8.2006 15.12.2006 15.10.2006

Nombre de recours reçus par l'OCVV	Motifs des recours reçus	Nombre de décisions prises par la Chambre de recours	Numéro de la décision et date	Date de publication au <i>Bulletin officiel</i> de l'OCVV
2007				
8	<ul style="list-style-type: none"> – Nouveauté (1) – Non-paiement des taxes annuelles (1) – Article 55, paragraphe 4, du RB (2) – Distinction (1) – Article 20 (1) – Article 21 (1) – Article 87 (1) 	6	A001/2007 du 11.9.2007 A003/2007-004/2007 du 21.11.2007 A005/2007 du 4.12.2007 A006/2007 du 4.12.2007 A007/2007 du 4.12.2007	15.12.2007 15.2.2008 15.2.2008 15.2.2008 15.2.2008
2008				
12	<ul style="list-style-type: none"> – Non-paiement des taxes annuelles (7) – Article 8 (4) – Article 20 (1) 	3	A011/2007 du 9.9.2008 A009/2008 du 3.12.2008 A001/2008-002/2008 du 4.12.2008	15.12.2008 À paraître À paraître
2009				
10	Article 7 — Distinction (1) Article 8 — Homogénéité (5) Article 11 — Droit à la protection communautaire (1) Article 20 — Nullité (1) Article 21 — Annulation (2) — dont un pour non-paiement des taxes annuelles	4	A010/2007 du 23.1.2009 A004/2008 et A005/2008 du 21.4.2009 A010/2008 du 8.10.2009 A011/2008 du 8.10.2009	15.6.2009 15.8.2009 15.2.2010 15.2.2010

Office communautaire des variétés végétales

Rapport annuel 2009

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne

2010 — 82 p. — 21 × 29,7 cm

ISBN 978-92-9152-139-5

doi:10.2803/13473

COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE?

Publications gratuites:

- sur le site de l'EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- auprès des représentations ou des délégations de la Commission européenne.
Vous pouvez obtenir leurs coordonnées en consultant le site <http://ec.europa.eu> ou par télécopieur au numéro +352 2929-42758.

Publications payantes:

- sur le site de l'EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

Abonnements facturés (par exemple séries annuelles du *Journal officiel de l'Union européenne*, recueils de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne):

- auprès des bureaux de vente de l'Office des publications de l'Union européenne (http://publications.europa.eu/others/agents/index_fr.htm).



OCVV

Office Communautaire des Variétés Végétales

3 bd Maréchal-Foch • BP 10121
49101 Angers Cedex 02 • France
Tél. +33 241256400 • Fax +33 241256410
cpvo@cpvo.europa.eu • www.cpvo.europa.eu

Служба на Общността за сортовете растения

Oficina Comunitaria de Variedades Vegetales

Odrůdový úřad Společenství

EF-Sortsmyndigheden

Gemeinschaftliches Sortenamt

Ühenduse Sordiamet

Κοινοτικό Γραφείο Φυτικών Ποικιλιών

Community Plant Variety Office

Office communautaire des variétés végétales

Ufficio comunitario delle varietà vegetali

Kopienas Augu šķirņu birojs

Bendrijos augalų veislių tarnyba

Közösségi Növényfajtá-hivatal

L-Uffiċju Komunitarju dwar il-Varjetajiet tal-Pjanti

Communautair Bureau voor plantenrassen

Wspólnotowy Urząd Ochrony Odmian

Instituto Comunitário das Variedades Vegetais

Oficiul Comunitar pentru Soiuri de Plante

Úrad Spoločenstva pre odrody rastlín

Urad Skupnosti za rastlinske sorte

Yhteisön kasvilajikevirasto

Gemenskapens växtsortsmyndighet

ISSN 1680-287X • TG-AC-10-001-FR-C



Office des publications

ISBN 978-92-9152-139-5



9 789291 521395